

LA
SEMAINE DE 40 HEURES
ET LES
PRIX DE REVIENT INDUSTRIELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 14 Mars 1935, à 14 heures

PAR

Gaston BOUZOU

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

JURY... { *Président* : M OUALID, *professeur*.
 { *Suffragants*. } MM. LESCURE { *professeurs*.
 PIROU }

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
SEMAINE DE 40 HEURES
ET LES
PRIX DE REVIENT INDUSTRIELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 14 Mars 1935, à 14 heures

PAR

Gaston BOUZOU

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

JURY... { *Président : M OUALID, professeur.*
 { *Suffragants. } MM. LESCURE { professeurs.*
 PIROU }

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935



INTRODUCTION

La fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e furent marqués par des découvertes industrielles extrêmement importantes qui bouleversèrent complètement les conditions de la production. Les perfectionnements techniques les plus variés lui permirent de se diversifier à l'infini. On produisit... et prise dans l'engrenage, l'économie mondiale s'élança à une vitesse accélérée vers de nouveaux destins. Mais ces changements profonds, cette activité fébrile, apportèrent-ils à l'Humanité le bien-être qu'elle en attendait ? Pas immédiatement, il faut bien le marquer, et pour se convaincre de cette vérité il n'est que de se reporter aux écrits de Villeneuve de Bargemont et de Villermé.

Avec le progrès des idées démocratiques, la première pensée qui vint à l'esprit pour pallier aux souffrances des travailleurs et tâcher de relever leur niveau physique et moral, fut de diminuer la durée de la Journée de travail. On y songea d'abord pour les enfants et ce fut la loi du 22 mars 1841. Puis les décrets du 2 mars et du 9 septembre 1848 vinrent, pour la première fois fixer au profit de tous les travailleurs, une limite au

temps d'occupation, afin de les arracher à la vie animale qui leur était imposée. Cette partie de la législation ouvrière a connu bien des vicissitudes, mais jamais on ne revint sensiblement en arrière, on chercha, au contraire, à ménager à l'ouvrier des loisirs toujours accrus, dans un but en quelque sorte d' « hygiène sociale ».

Or voici que depuis quelques années, une nouvelle réduction de la durée du travail est âprement demandée par le monde ouvrier et aussi par quelques hommes éminents et le plus souvent désintéressés. Après les 48 h., on songe aux 40 h. et peut-être... Est-ce à dire, cependant, que l'on présente en faveur de cette mesure les mêmes arguments que jadis ? Nullement, les « caves de Lille » ne sont plus heureusement qu'un affreux souvenir, le côté économique du problème de la diminution des horaires de travail qui était déjà apparu lors des discussions qui préludèrent à l'adoption des 48 h., est, cette fois, prédominant. Pas de philanthropie, on se jette à la face, parfois sans aménité, des chiffres de production, de productivité, de chômage. De plus en plus, l'économique domine le social, le subjugué, l'asservit. M. Tchourtchine, délégué patronal yougoslave à la Conférence préparatoire tripartite qui s'est tenue à Genève en janvier 1933 a souligné nettement cette nouvelle situation, en ces termes ¹ :

« Il n'empêche que la convention de Washington a été

1. Conf. prép. trip. de janvier 1933 : 9^e séance (Compte rendu sténographique B. I. T.)

élaborée pour ménager les forces des ouvriers et leur procurer des loisirs raisonnables. C'est là, avant tout, un but hygiénique et social... La proposition d'envisager une réduction de la durée du travail à 40 h. par semaine a été par contre formulée pour prévenir le chômage et y remédier. C'est avant tout un but économique »...²

Comment s'étonner, en conséquence, que les préoccupations économiques dominent les discussions suscitées par l'adoption éventuelle de la semaine de 40 h. ?

Nous désirerions, maintenant, avant d'entrer dans le vif du sujet, exposer les raisons qui nous l'ont fait adopter, dans la limitation un peu artificielle qu'il suppose. Et d'abord, nous ne méconnaissons pas la liaison entre les faits économiques, leur interdépendance, et le fait que'il peut y avoir à isoler, au moins partiellement, le problème du prix de revient de ceux auxquels il est intimement lié. Cependant il est évidemment nécessaire de se limiter et, par ailleurs, peut-être trouverons-nous une excuse dans l'assertion de M. de Michelis, délégué gouvernemental italien à la Conférence préparatoire tripartite de janvier 1933 :³

... « nous abordons un point d'importance capitale dans le débat. On pose de toutes parts le problème des prix

2. V. dans le même sens : M. Sitzler (*Rev. int. du travail*, déc. 1932, p. 792) et aussi M. Broutin (*Documents du travail*, 1933, p. 105) et aussi *Durée du travail et chômage*, p. 113.

3. 8^e séance (compte rendu sténographique, B. I. T.).

de revient. Il est, je l'accorde, d'importance fondamentale. »

D'autre part, si nous nous sommes attachés plus particulièrement aux répercussions d'une adoption éventuelle de la semaine de 40 h. sur les prix de revient *industriels*, c'est que c'est à l'Industrie que les ouvriers ont emprunté leur documentation, c'est que c'est à elle, surtout, que les patrons ont demandé les éléments d'une réfutation, c'est que ce sont la misère de ses travailleurs, le chômage qui les frappe si durement qui ont fait naître l'idée d'une nouvelle réduction des horaires de travail s'appliquant, d'ailleurs, en première ligne, à cette branche de l'Economie. Cette dernière conséquence n'est-elle pas naturelle ? L'Industrie, dont l'importance s'accroît sans cesse dans le monde, au point que l'on arrive presque, parfois, à confondre la puissance d'un pays avec son développement industriel, l'Industrie qui a si souvent été la cause et le but d'admirables progrès techniques ne serait pas au premier rang en matière de progrès social ? Ce serait une gageure, et l'Histoire nous apprend que là aussi elle a montré la voie.

Il y a d'ailleurs d'autres raisons, moins nobles, pour expliquer ce rôle de pionnier social qu'a joué et que joue encore l'Industrie. Son développement extraordinaire, en l'obligeant à recourir — au moins jusqu'à une période fort récente — à une main-d'œuvre toujours accrue, a provoqué par là même la formation de masses ouvrières, d'agglomérations prolétariennes au milieu desquelles les aspirations de chacun se sont conjuguées et

affermies. Le sentiment de sa force vint à l'ouvrier, à bon ou à mauvais escient, il ne nous appartient pas de juger, il en fit étal et attira sur lui l'attention. Comment s'étonner, de plus, que, surtout dans un pays de petite propriété comme le nôtre, étant le seul ou presque à souffrir jusqu'à la misère des spasmes économiques, ce soit tout naturellement à lui que l'on ait songé, vers lui qu'aient tendu les efforts de ceux qui, dans le monde si large des travailleurs, ont aimé jeter un peu d'espoir et de vie.

Il nous paraît enfin utile de préciser, dans cette introduction la notion même de « prix de revient ». A ce sujet, en effet, deux opinions sont en présence ⁴, l'une que nous qualifierons de rigoureuse car elle tient compte de tous les frais et dépenses engagés pour assurer une production donnée, l'autre, plus lâche, qui néglige de prendre en considération les frais généraux et ne tient compte, pour dégager le prix de revient, que des matières premières, de la main-d'œuvre et des frais de *fabrication*. Il est tout à fait certain que cette dernière conception permet d'obtenir beaucoup plus vite, et avec moins de peine, un résultat déjà intéressant mais nécessairement approximatif, ce qui peut être dangereux. Nous ne cachons pas notre préférence pour la première bien que sa complexité apparaisse évidente encore qu'une compa-

4. V. notamment sur ce point : Dubus-Delos. thèse, Lille, 1928, p. 22 et s.

bilité soigneusement tenue et organisée puisse efficacement y pallier. Comment, en effet, se résoudre à omettre, surtout de nos jours, pour l'établissement du prix de revient d'un produit quelconque, les impôts, par exemple, ou les services des emprunts, qui grèvent parfois si lourdement les budgets des entreprises ? Sans doute, le prix de revient ne détermine pas complètement le prix de vente — nous insisterons ultérieurement sur ce point⁵ — néanmoins, il reste que c'est l'écart entre son prix de vente et son prix de revient qui assure la v^e d'une « affaire ». Si l'on néglige, par conséquent, dans l'établissement de celui-ci, les débours précédemment signalés on peut craindre les plus amères désillusions. Enfin, la théorie qui fait entrer en ligne de compte les frais *généraux*, puisqu'elle est la plus rigide, ainsi que le souligne justement M. Dubus-Delos, nous paraît bien convenir le mieux en une matière où les discussions sont si passionnées et où l'on doit donc pousser au maximum le souci de l'exactitude.

5. V. deuxième partie.

PREMIERE PARTIE

**Répercussions sur les prix de revient
d'une réduction du temps d'occupation
des travailleurs**

Avant d'aborder l'étude de cet important problème au cours de laquelle nous aurons à peser des argumentations variées, souvent contraires, parfois nuancées, nous tenons à indiquer que nous avons puisé à des sources diverses afin d'assurer à ce modeste travail un caractère

Par ailleurs, chacun sait combien le problème des prix de revient renferme de points que les employeurs — sans doute ont-ils des motifs d'agir de la sorte — craignent de divulguer. Nous avons recueilli cependant quelques données numériques et nous nous sommes attachés à n'accorder de crédit qu'à celles sérieusement présentées par des personnes qualifiées, écartant dès l'abord les évaluations fantaisistes de certaines gens pour qui les problèmes sociaux ou économiques se résument en quelques formules aussi superficielles que vaines. Pour le reste nous avons fait de notre mieux, les réticences et les exagérations que nous avons rencontrées au cours de nos recherches n'ont certes pas facilité notre tâche, peut-être cela nous vaudra-t-il quelque indulgence si nous nous sommes fourvoyés.

CHAPITRE PREMIER

« SHORT TIME » ET 40 HEURES

Lorsque la crise de 1929 s'est abattue sur le monde, l'économie mondiale s'est trouvée frappée avec une intensité jusqu'alors inconnue. Les conséquences de troubles si intenses n'ont pas tardé à se manifester : fermeture des marchés, chômage et réaction de celui-ci sur celle-là, les différents pays vouant au moins conserver à leurs industries nationales, autant qu'il se pouvait, le marché intérieur. Devant la raréfaction des débouchés, les employeurs durent se résigner à licencier une partie de leurs ouvriers ou à ne les occuper que pendant un laps de temps réduit — parfois les deux mesures furent nécessaires. C'était, et c'est encore hélas ! le *short time* : l'usine, l'atelier, ne fonctionnent que pendant 45 h., 42 h. par semaine, parfois même le temps hebdomadaire d'occupation n'atteint pas à ces chiffres.

Cependant, il faut remarquer que les modalités d'application de ce « short time », imposé par la stagnation des affaires, varient beaucoup. Ainsi on rencontre des employeurs qui ont adopté la méthode dans toute sa

rigueur : temps de travail diminué mais réduction exactement proportionnelle des salaires. En voici un exemple entre beaucoup d'autres : « En Belgique, en 1931, les conseils provinciaux d'Anvers et de la Flandre orientale ont introduit dans les cahiers des charges des travaux effectués pour le compte de la province une disposition *imposant* la semaine de 40 h. *sans* modification du salaire *horaire*. » ¹

Il ne faudrait pourtant pas croire que ce système ait été, ou soit, uniformément adopté ; s'il est sans doute le plus simple et aussi le plus courant, il n'en est pas moins angoissant pour la masse, aussi des entreprises importantes ont-elles eu le souci, tout en réduisant le temps d'occupation de l'ouvrier, de lui ménager un pouvoir d'achat suffisant. Ainsi, en 1931, la Kellogg Food Company ramena de 8 h. à 6 h. la durée de la journée de travail ², mais majora de 12,5 % le taux du salaire horaire. De même, en 1932, la société autrichienne « Meisl » de Vienne, décida de n'occuper ses ouvriers que 43 h. par semaine — au lieu de 48 h. — mais leur paya 45 h. ³. De même encore, la direction des usines Philips à Eindhoven dut, pour éviter le chômage, réduire la durée hebdomadaire du travail à 42 h. puis à 40 h. ; mais, lors de ce dernier aménagement les salaires alloués pour 42 h. furent maintenus ⁴. Il convient également de

1. *Durée du travail et chômage*, chap. IV, p. 79.

2. *Durée du travail et chômage*, p. 89 (et *Inf. sociales* du 17 août 1931).

3. *Id.*, p. 96 (et *Inf. sociales* du 6 juin 1932).

4. *Id.*, p. 102.

signaler le système, d'origine allemande, dit « système de Krümper » « suivant lequel la main-d'œuvre était répartie en groupes occupés alternativement ; pendant les périodes de repos, les salariés recevaient une indemnité partielle de chômage » ⁵. Mais il y a mieux encore — les Américains, il est vrai, nous ont habitué à toutes les audaces — la General Motors' Corporation a adopté, à dater du 1^{er} octobre 1932 — donc avant l'entrée en fonction du Président Roosevelt — pour ses employés de bureau, la semaine de 40 h., *sans réduction de salaires* (sous entendu hebdomadaires) ⁶. Cependant tout ceci — le dernier cas mis à part — n'est en somme qu'un essai d'adaptation de l'économie à une période de crise. On n'accepte le short time du côté patronal, comme du côté ouvrier, que comme un pis-aller. Est-ce à dire cependant, qu'une telle mesure ne puisse avoir aucun effet sur les prix de revient ? En aucune façon, et M. Oersted a même nettement souligné le contraire à la Conférence préparatoire tripartite de janvier 1933 : « Je pose comme certain que toute réduction, même sans augmentation de salaires, aboutit à une augmentation du prix de revient » ⁷. Il est d'ailleurs probable que, dans ce cas, la majoration des revients n'aurait rien d'excessif. Seulement, ici, la discussion se termine en quelque sorte en naissant car

5. *Revue int. du travail*, n° de juin 1934, p. 815 *in fine*; dans ce même numéro de la *Rev. int. du travail* on peut lire la description (p. 825 *in fine* et 826) d'un système curieux adopté par les usines Siemens.

6. *Durée du travail et chômage*, p. 104 (et *Inf. sociales* du 7 nov. 1932).

7. 4^e séance : Compte rendu sténographique, B. I. T.

les employeurs ne font travailler à horaires réduits — avec réduction proportionnelle des rémunérations — que contraints et forcés et les ouvriers eux, adversaires résolus de toute réduction du temps d'occupation impliquant réduction corrélative des salaires ne veulent même pas envisager pareille hypothèse. L'attitude des travailleurs s'explique aisément. En effet, que fait le patron qui se décide à occuper moins longtemps son personnel pour éviter à une partie de celui-ci un chômage complet? Il *répartit* la quantité de travail qu'il peut procurer, ce qui, en dernière analyse, se ramène à prélever sur les rétributions de quelques-uns de quoi permettre à quelques autres de subsister. M. le Doyen Allix a vigoureusement exprimé cela, en écrivant au sujet du « short time » :

« C'est tout simplement la mise à la charge de la classe ouvrière de l'emploi des chômeurs. »⁸

Enfin M. Olivetti, délégué patronal italien à la Conférence préparatoire tripartite de janvier 1933, a indiqué⁹ que la généralisation du *short time*, en privant certaines personnes des secours de chômage qui leur sont alloués réduirait le pouvoir d'achat global des masses laborieuses.

Aussi bien, d'ailleurs, M. Mertens, a présenté d'une manière fort nette la conception que les ouvriers se font d'une réduction éventuelle des horaires de travail, en ces termes :

8. *Revue politique et parlementaire* du 10 déc. 1932, p. 459.

9. Conf. prép. trip., 4^e séance : Compte rendu sténographique B. I. T.

« Il est évident que les ouvriers qui réclament l'introduction de la semaine de 40 h., veulent conserver, sinon augmenter, leurs salaires actuels. » ¹⁰

Devant une position aussi solidement affirmée, nous nous trouvons tout naturellement porté à envisager le vrai problème des 40 h., c'est à lui que nous consacrerons la suite de cette étude.

10. Conf. prép. trip., 8^e séance : Compte rendu sténographique B. I. T. et V. également, dans le même sens *La semaine de quarante heures*, publication de la C. G. T., p. 8.

CHAPITRE II

COMMENT REPARTIR LES 40 H. ?

Voilà une question qui peut, à première vue, paraître dépourvue d'intérêt, tout au moins en ce qui touche au problème que nous envisageons. En effet, il ne semble pas, de prime abord, que cette répartition ait une influence sur les prix de revient. Et pourtant M. Parent, vice-président du Comité des Houillères de France, a exposé un point de vue opposé à la réunion du Comité directeur de l'Association française pour le Progrès social, du 6 décembre 1932¹. Il est vrai que M. Parent envisage exclusivement le cas de l'industrie minière ; sa remarque d'ailleurs, ne peut guère s'appliquer, au moins dans toute son ampleur, qu'à cette branche de l'Industrie, particulièrement défavorisée en ce qui concerne ce que, d'un terme général, on peut appeler « la mise en train ». Chacun sait, en effet, que les mines d'affleurement sont fort rares ; le temps requis pour la descente, la montée et le cheminement doit donc être pris en considération et cela d'autant plus, que, les puits étant assez peu nom-

1. *Documents du travail*, 1933, p. 3 et suivantes.

breux parce qu'ils nécessitent des travaux coûteux, de nombreux ouvriers-mineurs accèdent à des postes différents par une même voie, ce qui contribue à augmenter les pertes de temps. A qui imputer cet aléa de l'exploitation minière ? Actuellement, et sauf des variantes dans l'estimation du travail effectif, ce sont les employeurs qui le supportent intégralement. Voici à cet égard les chiffres rapportés par M. Parent : ²

A	1° 8 h. par jour ³	loi française : présence utile	6 h. 32 par jour.
		formule B. I. T.	39 h. 12 par semaine
			6 h. 40 par jour.
	2° 7 h. 45 (convention B. I. T., 1931) ⁴ , présence utile		40 h. par semaine
			6 h. 25 par jour.
			38 h. 30 par semaine

Un peu plus loin M. Parent indique les conséquences d'un pareil état de choses sur la répartition des heures de travail que laisserait subsister une nouvelle réduction des horaires :

B	Réduction 16,66 % :		
	1° 5 jours de 8 h.	6 h. 40 de présence utile par jour	
		33 h. 20	— par semaine
	Réduction 20 % :		
	6 jours de 6 h. 40	5 h. 20 de présence utile par jour	
		32 h.	— par semaine

En bref, quelle que soit la durée de la journée de travail, la perte de temps due au repos habituel de 1/2

2. *Documents du travail*, 1933, p. 3.

3. Les différences entre 8 h. d'une part et 6 h. 32 ou 6 h. 40 d'autre part représentent le temps nécessaire à la montée et à la descente, augmenté du repos d'usage de 1/2 heure.

4. M. Parent souligne qu'aucun pays gros producteur de charbon ne l'a ratifiée : *Documents du travail*, 1933, p. 5.

heure, à la descente et à la montée reste la même ; donc, si l'on répartit les 40 heures, éventuellement, sur 6 jours au lieu de les répartir sur 5 jours on perd de ce chef les 1 h. 20 nécessitées par les allées et venues quotidiennes. Ceci ressort clairement de la comparaison des 1^o et 2^o du tableau B. On peut d'ailleurs remarquer que, M. Parent n'ignorant pas qu'une convention ramenant à 40 h. la durée hebdomadaire du travail s'établirait nécessairement dans le cadre de la C. I. T., a fort judicieusement emprunté au B. I. T. sa formule de calcul de la « présence utile ». Ce qui est plus intéressant, c'est que ce même tableau B démontre péremptoirement qu'il y a un intérêt certain, au moins pour les employeurs, à opter pour la répartition sur 5 jours. Or, M. Parent souligne que, la Fédération internationale des mineurs à son congrès de Londres en septembre 1932, s'est ralliée aux 40 heures *avec journées de moins de 7 heures* ce qui impliquerait 6 journées de travail par semaine, donc une perte de temps maximum. Il indique en outre — mais restant sur un plan général nous n'y insisterons pas, et de surcroît ceci n'est pas tout à fait spécial à l'industrie minière — que pour certains travaux continus (centrales électriques, mines, etc...), l'augmentation du nombre des équipes accroîtrait les charges du patronat.

Toutes ces conséquences d'une adoption, éventuelle, de la semaine de 40 h. inquiètent fort M. Parent. Il formule ses appréhensions en termes véhéments et précis ⁵.

5. *Documents du travail*, 1933, p. 5 *in fine*, 6 et 7.

On doit reconnaître, les chiffres précités y obligent, que, si les ouvriers tenaient absolument à travailler 6 jours à la semaine pour accomplir les 40 heures de travail hebdomadaire, il y aurait là une cause possible de majoration des prix de revient. Mais de telles exigences sont-elles réelles ? Ainsi que le soulignait M. Meck ⁶, secrétaire général de la Fédération nationale française des syndicats professionnels de mineurs, intervenant après M. Parent à la même séance du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social, les mineurs ont toujours été accoutumés, leur tâche étant particulièrement pénible, à bénéficier, en ce qui concerne la durée quotidienne du travail, de mesures de faveur. Il semble donc que, plutôt que d'être une décision mûrement réfléchie et solidement motivée, celle de la Fédération internationale signalée par M. Parent, ait été dictée par une sorte d'atavisme. De plus il paraît impossible que les représentants du monde des travailleurs aux différentes sessions de la C. I. T. qui se sont occupées de la question des 40 h. et à la Conférence préparatoire tripartite de janvier 1933 aient pu laisser cette question de répartition dans l'ombre, si vraiment elle avait tenu tant à cœur à l'importante fraction d'ouvriers que constituent les mineurs. Or, tandis que pour la question des salaires, par exemple, MM. Jouhaux, Mertens, Hayday, Serrarens et d'autres ont formulé leur opinion dans des

6. *Documents du travail*, 1933, p. 12.

exposés nombreux et véhéments, pour le problème de la répartition éventuelle des 40 h. ils n'ont fourni, à notre connaissance, aucun élément de solution. La même carence peut être remarquée, à ce sujet, dans la brochure éditée par les soins de notre C. G. T. : « La semaine de 40 h. »

Enfin, dans le rapport à la Conférence préparatoire tripartite de 1933, on peut lire ce passage, véritablement typique :

« ... chaque établissement, quels que soient son organisation du travail, la durée de son fonctionnement, le nombre de ses places de travail ou de ses machines, avait la possibilité de recourir à l'une ou l'autre des méthodes de réduction de la durée du travail que nous avons décrites. *Il appartient à la direction de l'établissement, en tenant compte de toutes considérations techniques et économiques... de déterminer quelle est la méthode susceptible de donner les meilleurs résultats* ». »

Puis quelques lignes plus loin :

« *Pour un même établissement d'ailleurs, cette méthode peut varier suivant les circonstances.* »

Or, ces quelques phrases, n'ont pas soulevé, lors des débats de la Conférence, la moindre objection de la part des délégués ouvriers. Mais il y a mieux encore. Lors de la réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 20 décembre 1932,

7. *Durée du travail et chômage*, p. 67.

M. Bonnamy⁸, du bureau syndical de la Fédération des syndicats professionnels de cheminots de France (C. F. T. C.) soulignait qu'il était tout à fait partisan d'une certaine souplesse quant à la répartition éventuelle des 40 h. sur 5 jours ou 6 jours. Nous sommes donc loin des conditions draconiennes dont la menace paraît tant affecter M. Parent.

En réalité, les ouvriers, s'ils souhaitent de tout cœur, pour des motifs variés, une réduction de la durée du travail sans réduction concomittante des salaires et s'ils s'attachent à faire triompher leur point de vue, ne sont nullement ennemis de certains aménagements. Nous croyons même pouvoir ajouter que, si les mineurs s'obstinaient dans une attitude butée, la quasi indifférence de la majorité des travailleurs au sujet de cette question de répartition, d'échelonnement des heures de travail sur une semaine, les amènerait promptement à composition. En somme, cet aspect du problème des 40 h. présente une importance assez mince, les difficultés qui lui sont inhérentes seraient sans doute vite aplanies, aussi terminerons-nous ici son examen.

8. *Documents du travail*, 1933, p. 71-72.

CHAPITRE III

REPERCUSSIONS DES 40 H. SUR LES PRIX DE REVIENT PAR L'INTERMEDIAIRE DES SALAIRES

Les exigences des ouvriers quant aux salaires, exigences que nous avons rappelées au cours du chapitre 1^{er}, ont fait apparaître au premier plan les répercussions d'une adoption d'horaires de travail réduits qui pourraient, de ce chef, affecter les prix de revient. Les porte-parole du monde du travail ont même à peu près exclusivement limité leurs efforts à cet aspect du problème des 40 h. Ils ne se sont guère attachés qu'à combattre les affirmations, patronales ou autres, qui, faisant état du grossissement des rémunérations qu'il faudrait allouer en cas de réduction ainsi entendue du temps d'occupation, aboutissaient à rejeter celle-ci. La controverse a particulièrement atteint une grande ampleur sur ce point précis : Quels pourcentages convient-il d'attribuer à la main-d'œuvre dans les revients industriels ? C'est en effet une question capitale, la réponse que l'on doit y faire donnant en quelque sorte « la mesure » du problème que nous nous proposons d'étudier dans le présent chapitre.

SECTION I. — QUELS POURCENTAGES DOIT-ON ATTRIBUER
AUX SALAIRES DANS LES PRIX DE REVIENT INDUSTRIELS ?
CONSÉQUENCES.

Ainsi que nous le disions ci-dessus, l'importance d'une pareille question apparaît immédiatement aux moins avertis. Il n'est pourtant pas très aisé d'y trouver une réponse. En cette matière, en effet, les réticences et les exagérations obnubilent et déforment singulièrement la vérité. On recueille de beaux exemples de celles-là en consultant la fameuse Enquête sur la production entreprise par le B. I. T. dans les premières années de son existence. Parmi les questions posées aux gouvernements, aux groupements patronaux et ouvriers, figurait en effet celle-ci :

« Quel est le pourcentage de la main-d'œuvre dans l'ensemble des coûts de production » ? Voici quelques-unes des réponses émanant du patronat¹ — certains groupements ouvriers en firent d'ailleurs de similaires, mais avec plus de raisons semble-t-il :

Chambre de commerce du district de Köslin : (14 juin 1921) (Allemagne) :

« Il ne nous est pas possible de répondre à cette question. »

Chambre de commerce d'Alexandrie (Italie, 8 avril 1921) ;

« Impossible de répondre. »

1. *Enquête sur la production*, tome IV, 2^e volume, annexe V, pp. 1173-1175.

Association des minoteries de riz (Etats-Unis) :

« Nous ne possédons à ce sujet aucune information sur laquelle on puisse tabler. »

Et cet état d'esprit — sans doute s'appuie-t-il sur des motifs sérieux — n'a pas varié depuis lors, nous avons pu en faire personnellement l'expérience. La boutade de M. Bouyer à la réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 17 janvier 1933 :

« Vous nous dites, les salaires entrent pour le tiers dans le prix de revient. Or... chaque fois que nous voulons éclairer notre religion dans ce domaine, nous ne pouvons obtenir les précisions nécessaires »² se justifie donc et conserve une décevante actualité, au moins partiellement. Cependant, à la suite de la politique suivie par le Président Roosevelt et le marasme économique s'accroissant, la réduction du temps d'occupation des travailleurs a gagné des adhésions toujours plus nombreuses et a poussé chacun à sortir, dans une certaine mesure, de sa précédente réserve. C'est ainsi que nous avons pu réunir quelques documents, d'origines diverses, qui nous ont permis de présenter le modeste travail ci-dessous.

a) *L'argumentation patronale.*

Envisageons d'abord, pour la réfuter aussitôt tant son exagération semble manifeste, l'assertion du délégué pa-

2. *Documents du travail*, 1933, p. 96.

tronal autrichien à la Conférence préparatoire tripartite de 1933³. Elle peut se résumer ainsi : les prix de revient ne comprennent que des salaires !... Nous venons d'indiquer ce que nous pensions d'une pareille conception. Elle nous paraît en effet complètement erronée. Que fait-on dans cette opinion, des amortissements, des intérêts des emprunts, des impôts, des matières premières, des frais, etc... Si loin que l'on pousse l'analyse de ces derniers éléments, et quelle que soit l'industrie envisagée, il est certain qu'il y aura toujours un résidu — pour employer le langage des chimistes — le plus souvent même extrêmement important qui ne renfermera aucune portion, si infime puisse-t-elle être, de salaires. De plus, nous rappelons ici l'opinion de M. F. Simiand à l'égard des rémunérations allouées au personnel dirigeant :

« Vouloir appeler du même nom et prétendre traiter de même façon, la rémunération des directeurs ou de l'ingénieur en chef d'une compagnie de chemins de fer ou de mines, par exemple, et celle d'un poseur de voie ou d'un galibot, semble bien n'être qu'une impropriété polémique ou démagogique et qu'une velléité tendancieuse mais sans suite »⁴.

Nous pouvons donc conclure avec M. Meck, député du

3. Compte rendu sténographique, B. I. T., 7^e séance.

4. *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie* (3 vol. Félix Alcan, 1932), tome I, p. 170.

Bas-Rhin : « Le salaire n'est pas tout le prix de revient »⁵.

Cette première étape franchie, examinons maintenant les précisions, fournies sur le point que nous étudions, par les membres du patronat qui, serrant les faits de plus près que leur collègue autrichien, admettent que les prix de revient englobent une série d'éléments parmi lesquels, estiment-ils, il convient seulement d'attribuer aux salaires une place de premier plan. Cette position est celle notamment de MM. Oersted, Gérard, Giguoux, Lambert-Ribot, Pinot, pour ne citer que quelques-uns des noms les plus marquants du monde des employeurs. Les premiers eurent surtout l'occasion de la défendre au cours des différentes sessions de la C. I. T. où depuis 1932, fut envisagé le problème de la réduction des horaires de travail et à la conférence préparatoire tripartite de 1933 ; quant au dernier nommé, il l'a affirmée dans une brochure très documentée : « La semaine de 40 heures. — Le chômage et les prix. »

Pour présenter la thèse patronale nous nous inspirons tout particulièrement de cette dernière publication. En effet, à Genève, le temps de parole des orateurs se trouve limité à un délai assez bref — 15 minutes le plus souvent — et pendant ce court laps de temps, il est malaisé de prononcer un discours très substantiel même si l'on se limite à n'envisager volontairement — comme

5. Réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 6 déc. 1932 (*Documents du travail*, 1933, p. 15).

c'est toujours le cas — qu'un aspect de la question à débattre. On demeure, en conséquence, dans le domaine des principes et les données numériques que l'on jette dans la discussion, non seulement ne sont pas très nombreuses, du moins du côté patronal, mais encore — et ceci est vrai pour les employeurs comme pour les ouvriers — trahissent, peut-être par souci de flatter leurs mandants, un parti-pris évident, le désir assez humain, quoique peu loyal, de se servir comme d'un tremplin d'un cas d'espèce favorable illustrant particulièrement, trop même, l'idée que l'on vient d'émettre ⁶. Ainsi les représentants des employeurs apportent des chiffres empruntés à des entreprises de transports ou minières car, dans ces industries, les pourcentages de salaires atteignent couramment un taux élevé et, de même, les représentants du monde du travail tirent les leurs de la métallurgie, du textile, par exemple, pour lesquels la part des salaires dans les revients est relativement faible. Les données numériques ainsi fournies prêtent donc à discussion.

Voici par contre les chiffres, nombreux, recueillis par M. Maurice Pinot pour d'importantes industries de divers pays, M. Pinot rappelle d'abord des enquêtes étrangères visant le même but que celui que nous poursuivons dans cette section première. Il cite celles de l'Ins-

6. On peut voir à titre d'exemple, à ce sujet, le discours de M. Gérard à la 7^e séance de la Conf. prép. trip. de 1933 (Compte rendu sténographique, B. I. T.).

titut autrichien (1932) de l'Institut de Berlin (pour l'étude de la conjoncture), et du gouvernement anglais ; leurs résultats sont consignés dans les tableaux ci-après : ⁷

Autriche

Mines	47 %
Matériaux de construction, etc	38 %
Bâtiment	52 %
Production d'électricité	19 %
Métaux	35 %
Bois	32 %
Textile	21 %
Vêtement	30 %
Papier	26 %
Industries graphiques	58 %
Produits chimiques	27 %
Alimentation	22 %
Transports	55 %

Allemagne

Mines	43 %
Matériaux de construction, etc	36 %
Bâtiment	33 %
Métaux	30 %
Bois	24 %
Textile	21 %
Vêtement	25 %
Papier	21 %
Produits chimiques	15 %
Alimentation	8 %

7. *La semaine de 40 h., le chômage et les prix*, p. 51 et 52.

Angleterre

Charbon	74,3 %
Tréfileries	21,1 %
Mécanique	35,7 %
Produits chimiques	20,6 %
Filature coton	12,8 %
Tissage coton	18,7 %
Vêtement	56,8 %
Transports	56 %

Il présente enfin les résultats, pour notre pays, de son enquête personnelle dans un dernier tableau :

Chemins de fer	44 %
Houillères	72 %
Métallurgie	18 %
Mécanique	de 20 à 50 %
Verrerie	de 25 à 55 %
Papier	20 %
Chaussures	25 %
Bâtiment	40 %
Matériaux de construction	50 %

Quelle conclusion M. Pinot tire-t-il de ces abondantes données numériques ? Celle qu'avant ou après lui ont tirée les représentants les plus qualifiés du monde patronal, à quelques nuances près : comme les salaires seraient, par l'adoption de la semaine de 40 heures, augmentés de 20 % et que les pourcentages des salaires dans les revients varient, *grosso modo*, entre 20 et 60 %, la réduction des horaires de travail envisagée se traduirait

par une majoration des prix de revient allant de 4 % à 12 %.

Mais à cela ne se limite pas la thèse patronale, elle renferme encore, en effet, la notion de « cascade des prix ». Celle-ci avait été déjà, quoique assez timidement, signalée à Genève ; elle le fut également lors des discussions soulevées, sur la semaine de 40 heures, par l'Association française pour le Progrès social⁸, mais M. Maurice Pinot l'a formulée en termes forts nets ; Voici d'ailleurs ses propres expressions⁹ :

« ... Pour dégager la part globale de la main-d'œuvre dans la valeur d'un produit, il faut donc faire la totalisation des chiffres partiels afférents à toutes les opérations industrielles successives depuis l'extraction de la matière brute jusqu'à la livraison au consommateur, en affectant à chacune d'elles un coefficient proportionnel à son importance relative. »

Il souligne ensuite la tentative faite en Autriche¹⁰ pour chiffrer les conséquences de ce jeu de cascade (les pourcentages de salaires deviennent 98 % pour les mines — au lieu de 47 % au tableau précité — 27 % pour le textile — au lieu de 21 % — 34 % pour l'alimentation — au lieu de 22 % — etc... etc...) et adhère pleinement aux appréciations de M. Waline formulées dans *La journée industrielle* du 22 février 1933 et selon les-

8. V. notamment : *Documents du travail*, 1933, p. 88 (M. Daum).

9. *La semaine de 40 h., le chômage et les prix*, p. 55.

10. *Id.*, p. 56.

quelles les progressions remarquées pour l'Autriche, pays assez pauvre en matières premières, seraient nettement plus accentuées pour la France.

Il résulterait de tout ceci, selon M. Pinot, que la majoration des prix de revient estimée une première fois comme devant varier entre 4 et 12 % ¹¹, serait encore plus forte, donc plus désastreuse.

b) *L'argumentation ouvrière.*

Les travailleurs, ou plus exactement, leurs représentants, s'inclinent-ils devant la thèse patronale ainsi appuyée par des données numériques à première vue irréfutables ? Nullement, ils vont même jusqu'à opposer d'autres chiffres à ceux précédemment cités et tout naturellement, ils en tirent des conséquences d'un optimisme rassurant. Cet aspect du problème des 40 heures est en effet étudié avec assez de soin dans la brochure publiée par notre C. G. T. : *La semaine de 40 heures*.

Ainsi que nous venons de l'indiquer, les ouvriers ont donc leurs statistiques — ceci n'a rien de péjoratif, c'est une simple constatation. Dans la brochure mentionnée ci-dessus se trouvent en effet reproduits les résultats d'enquêtes officielles anglaise et allemande ¹². D'après la première de celles-ci, les pourcentages de main-d'œu-

11. V. ci-dessus, p. 29.

12. *La semaine de 40 h.*, p. 50 et suivantes.

vre dans les prix de revient sont représentés par les chiffres suivants :

Mines de charbon	74,3 %
¹³ Fabrication du coke (a)	8,3 %
Gaz	46,1 %

Fer et acier.

Fonte basique	8,7 %
Lingots d'acier	7,6 %
Fonte d'hématite (a)	10,6 %
Fils	21,1 %

Industrie mécanique.

Machines agricoles (a)	37,7 %
Constructions de locomotives (a)	36 %
Bicyclettes	37,6 %
Installations électriques (a)	28,5 %
Construction de navires (a)	33,3 %

Industrie chimique.

Produits chimiques (a)	20,6 %
Savonnerie	10,1 %

Textile.

Filature du coton	16,2 %
Tissage de coton (tissu pour l'impression)	18,7 %
Chaussures (a)	26,6 %

13. Les industries affectées du (a) sont celles pour lesquelles le chiffre donné ne tient *pas* compte, ou seulement ne tient compte qu'en partie, des traitements.

L'enquête *allemande*, elle, donne :

Mines de charbon	56 %
Cokeries	10 %
Mines de lignite	36 %
Hauts fourneaux	7 %
Laminoirs	13 %
Constructions mécaniques	25 — 35 %
Electrotechnique	35 — 40 %
Automobile	20 %
Industrie chimique	10 %
Industrie textile	15 — 18 %
Industrie de la chaussure	20 %
Industrie de la porcelaine	45 — 50 %
Industrie du verre	30 — 35 %
Industrie de l'horlogerie	40 — 45 %

Faisant ensuite état de chiffres obtenus pour la France, mais que l'on ne cite pas, on conclut :

« La moyenne mathématique obtenue pour un nombre important d'industries est, en Allemagne, pour trente-cinq industries principales, de 24 % ; en France, pour dix-huit industries, de 28 % ; en Grande-Bretagne pour dix-sept industries, de 26 % ¹⁴. »

Ces pourcentages permettent en outre, de tirer les conséquences en vue desquelles ils ont été recherchés et, notamment, ils constituent la base de la réponse à la question suivante : Quel serait l'effet, dû aux salaires, d'une adoption de la semaine de 40 heures, sur les

14. *La semaine de 40 h.*, p. 55.

prix de revient industriels ? Aussi bien, d'ailleurs, cette réponse ne se fait point attendre ; la voici, en substance : substituer à une durée hebdomadaire de travail de 48 heures, un temps d'occupation réduit à 40 heures, cela revient à diminuer celle-là de 16,6 % — soit $1/6$ — comme, d'autre part, il est convenu que les salaires, *pour une semaine*, ne devraient pas varier, une pareille mesure se traduirait, en définitive, par une augmentation des salaires *horaires* de 16,6 % également ; pour obtenir la majoration éventuelle maximum des prix de revient, qui en résulterait, il faut donc prendre les 16,6 % de 24 %, 28 %, 26 % ce qui donne un chiffre variant entre 4 et 4,6 % pour les trois pays envisagés. Nous sommes, on le voit fort loin des conclusions de M. Pinot ¹⁵.

Les ouvriers s'attaquent enfin à la fameuse théorie de la « cascade des prix ». Ils croient en présenter une réfutation définitive — nous verrons à la section 2 ce qu'il faut penser de cette prétention — en citant *un exemple concret* où le jeu de cette « cascade » n'aurait pas eu de suites fâcheuses. L'entreprise considérée est les Aciéries de Longwy, laquelle ayant des mines et des usines de transformation révélerait un pourcentage de salaires de 20 % environ dans son prix de revient définitif ¹⁶.

Voici donc les deux argumentations antagonistes, nous les examinerons, d'un point de vue critique dans la sec-

15. M. Jouhaux a également soutenu cette opinion à la 2^e séance de la Conférence préparatoire tripartite de 1933 (v. Compte rendu sténographique, B. I. T.) et à la 5^e séance de la 18^e session de la C. I. T. (Compte rendu provisoire, 18^e session, Genève, 1934, p. 47).

16. *La semaine de 40 h.* (pub. de la C. G. T.), p. 56.

tion 2 du présent chapitre, mais, auparavant, il nous paraît intéressant de faire ici une place aux conclusions auxquelles arrive M. le professeur Gaston Leduc dans son rapport¹⁷ consécutif aux discussions soulevées au sujet de la semaine de 40 heures par l'Association française pour le Progrès social à la fin de l'année 1932 et au début de 1933¹⁸. M. Leduc après avoir fortement souligné que le salaire « n'était pas tout le prix de revient », propose une distinction habile entre les industries extractives à forts pourcentages de main-d'œuvre dans les prix de revient et les industries transformatrices utilisant de puissants outillages. Remarquons cependant au passage, que, si une telle différenciation se justifie encore actuellement et si les chiffres proposés par les patrons comme par les ouvriers, chiffres que nous avons précédemment reproduits, semblent la corroborer, M. Parent nous apprend¹⁹ qu'elle tend à s'atténuer. Quoiqu'il en soit d'ailleurs, M. Leduc semble bien n'avoir utilisé cette subdivision que pour aboutir plus aisément à une conclusion générale — seule intéressante pour nous ici — qu'il formule en ces termes :

« Au total, et sans vouloir attribuer à ces données une signification autre que celle d'une très vague indication, il semblerait que, pour la France, l'adoption de la semaine de 40 heures dût frapper les produits industriels

17. *Documents du travail*, 1933, n° 195-196.

18. *Documents du travail*, 1933, n°s 189-190, 191, 192, 193-194, 195-196.

19. *Documents du travail*, 1933, p. 6 et 7 : Compte rendu de la réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 6 décembre 1932.

dans le prix de revient total desquels l'élément-salaire, successivement déboursé, au cours des différentes phases du processus de production — M. Leduc croit donc aux effets fâcheux de la « cascade des prix » — entraînerait, approximativement, pour 60 à 70 % et entraînerait par conséquent un relèvement de ce prix de revient d'environ 12 à 14 %²⁰. »

M. Leduc adopte donc une position très voisine de celle du patronat.

Voilà donc réunies les opinions les plus marquantes sur le point particulier du problème des 40 heures que nous tentons d'élucider dans ce troisième chapitre. Avant de les envisager d'un point de vue critique dans une deuxième section, nous tenons à marquer que, nous n'avons pas tenu compte des réflexions ou écrits suggérés par la distinction entre industries à marche continue ou non et des répercussions variables qu'auraient sur ces deux types différents une réduction du temps d'occupation des travailleurs. La raison en est que nous avons tenu à rester sur un plan général, qu'il y aurait là un élément de complexité et qu'au surplus cela ne nous apprendrait que peu de choses sur le point que nous avons envisagé dans cette thèse et n'en modifierait pas sensiblement les conclusions.

20. *Documents du travail*, 1933, p. 261.

SECTION II

EXAMEN CRITIQUE DES POSITIONS
QUI VIENNENT D'ÊTRE EXPOSÉES.

Soulignons d'abord, que, les pourcentages de salaires dans les revients fournis par les employeurs et ceux émanant des ouvriers présentent pour un même pays et pour des époques à peu près similaires des variations notables. Ainsi l'enquête *anglaise* citée par les antagonistes semble bien être la même ²¹, or, à cet égard on peut faire quelques remarquables constatations. En effet, quelques données numériques sont communes aux deux listes — ouvrière et patronale — témoin les pourcentages donnés, pour les mines de charbon — 74,3 % dans les deux cas — pour le tissage du coton — 18,7 % — pour les produits chimiques — 20,6 % ; mais à côté de cela on peut légitimement s'étonner de ne pas voir figurer parmi les chiffres mis en avant par la C. G. T. ceux afférents à la part des salaires dans les prix de revient de l'industrie du vêtement ou de celle des transports par exemple. De même, on ne peut passer sous silence le fait que la mé-

21. La brochure éditée par la C. G. T. n'indique pas — pour cette enquête — de date précise, mais il paraît probable que le gouvernement anglais n'a pas fait deux enquêtes complètes, sur le point qui nous intéresse, après la guerre, surtout que celle citée par M. Pinot aurait duré de 1924 à 1928. Celle-ci donc, doit être celle à laquelle se réfère notre C. G. T. ; la similitude de certains chiffres me semble devoir renforcer cette opinion. Enfin cette dernière raison incline fortement à penser, par ailleurs, que les résultats complets de cette enquête sont donnés par le tableau VII de *Durée du travail et chômage*, p. 211.

« Durée du travail et chômage », p. 211, tableau VII :

Répartition (en pour cent) des éléments du coût de production dans certaines industries, en Grande-Bretagne, avant et après la guerre.

Industrie	Période d'avant-guerre; total = 100			Période d'après-guerre; total = 100		
	Matières	Salaires et trai- tements	Autres	Matières	Salaires et trai- tements	Autres
	premières	dépenses	dépenses	premières	dépenses	dépenses
Mines de charbon ..	11,4	75,3	13,3	10,3	74,3	15,4
<i>Fabrication du coke :</i>						
Etablissements A ...	84,9	10,3*	4,8	85,2	8,3*	6,5
Gaz	10,2	45,7	44,1	12,9	46,1	41,0
<i>Fer et acier :</i>						
Fonte basique	84,3	8,6	7,1	80,9	8,7	10,4
lingots d'acier	84,7	7,3	8,0	79,3	7,6	13,1
Fonte d'hématite ...	90,8	5,9*	3,3	82,9	10,6	6,5
Fils	75,5	16,9	7,6	67,9	21,1	11,0
<i>Industrie mécanique</i>						
Machines agricoles ¹ .	46,5	36,3*	17,2	37,0	37,7*	25,3
Construction de lo- comotives ¹	59,0	32,0*	9,0	46,0	36,0*	18,0
Bicyclettes	42,9	32,8	24,3	34,7	37,6	27,7
Installations électri- ques	48,3	26,3*	25,4	42,5	28,5*	29,0
Construction de na- vires ²	60,3	33,5*	6,2	60,5	33,3*	6,2
<i>Industrie chimiques, etc. :</i>						
Une grande entreprise de produits chimi- ques	28,7	19,9*	51,4	29,6	20,6*	49,8
Une savonnerie	85,0	6,7	8,3	79,9	10,1	10,0
<i>Textile :</i>						
Filature de coton d'Egypte ¹	64,1	22,5	13,4	74,4	16,2	9,4
<i>Tissage de coton :</i>						
Tissu pour l'impres- sion	76,3	20,7	3,0	78,5	18,7	2,8
<i>Habillement :</i>						
Chaussures ¹	63,6	23,9*	12,5	57,2	26,6*	16,2

Source : « Committee on industry and trade » : Further in Industrial and Commercial Efficiency, p. 78-79, Londres, 1928.

1. Ces chiffres concernent des groupes d'entreprises et ont été fournis à la Commission parce qu'ils sont représentatifs des industries auxquelles ils se rapportent. Tous les autres ont été fournis par des entreprises particulières.

2. Les chiffres indiqués concernent un type spécial de navire et se rapportent exclusivement au prix de la coque.

* : Les traitements sont entièrement ou partiellement inclus dans les « autres dépenses ».

tallurgie, dont on peut bien dire qu'elle est l'industrie type, ne figure pas dans le tableau patronal — ou si peu... — alors que celui établi par les travailleurs en fait état complaisamment, etc... etc... Nous retrouvons ici, sous des apparences trompeuses d'abandon, les réticences que nous signalions dès le début de la section première.

Par ailleurs, le pourcentage de salaire dans les revients donné pour les mines françaises par M. Pinot nous paraît un peu lourd. Il est en effet supérieur de 10 %, environ, à celui établi par M. l'inspecteur général des mines, Costes (63 %) et à celui auquel s'arrête M. Parent, vice-président du comité des Houillères de France (60 à 65) ²². De plus, les tableaux de M. Pinot envisagent les industries, le plus souvent, en réalisant une sorte de blocage; ils fournissent ainsi les pourcentages de salaires pour le textile, l'industrie chimique, la mécanique; au contraire, dans ceux établis par la C. G. T., on paraît s'être ingénié à subdiviser, à distinguer. On ne donne pas le pourcentage pour la métallurgie par exemple, mais pour quatre branches de celle-ci (enquête anglaise) ou deux (enquête allemande). N'est-ce pas parce que l'on craint d'un côté d'étaler de faibles pourcentages en trop grand nombre et que, d'un autre côté, au contraire, on se complaît à les souligner? Nous ne répondrons pas à cette question; cependant il n'est pas niable qu'il y ait là des attitudes un peu équivoques donc susceptibles de

22. Documents du Travail, 1933, p. 5, *in fine* et 6.

ne nous faire accepter les chiffres fournis et surtout les conséquences qu'on en veut tirer qu'avec quelque réserve.

Nous indiquerons enfin que les « moyennes » ²³ sur lesquelles la C. G. T. a crû pouvoir appuyer ses conclusions nous paraissent peu scientifiques, voire même trompeuses. Elles ne tiennent pas compte en effet, notamment, de l'importance relative dans la vie économique des industries au sujet desquelles on a voulu établir un chiffre type, à portée générale.

Mais voici qui est, à notre avis, plus important. Toutes les enquêtes du monde, qu'elles soient officielles ou non, qu'elles soient menées par des gouvernements, des patrons ou des ouvriers ne peuvent recueillir, le plus souvent, que les chiffres que l'on veut bien leur soumettre. Les données relatives au prix de revient, sont assimilées à des « secrets d'Etat » — nous l'avons déjà signalé ²⁴ — on en fait grand mystère et on se refuse parfois à les communiquer. Nous ne doutons pas, d'ailleurs, que semblable méfiance puisse s'appuyer sur des motifs très plausibles, sérieux même, nous constatons seulement un état d'esprit. Mais ceci étant, il ne nous paraît pas impossible que certaines entreprises particulièrement favorisées gardent au moins le silence sur les questions que d'autres pourraient leur poser à ce sujet — nous ne voulons pas admettre qu'elles puissent pousser la mauvaise foi jusqu'à fournir des chiffres erronés. De sorte que les

23. V. ci-contre, p. 33.

24. V. début du présent chapitre.

données numériques quelconques, et celles relatives aux pourcentages des salaires en particulier, risquent de ne pas tenir compte d'éléments susceptibles d'en diminuer l'importance. Toute enquête ne pouvant par ailleurs porter que sur un certain nombre de cas d'espèce, la portée de la remarque précédente s'en trouve accrue.

Enfin, et ceci est le fruit d'une expérience personnelle, il peut arriver qu'en toute bonne foi, un employeur indique à l'enquêteur un pourcentage de salaire (par exemple) en réalité surestimé. Ainsi nous avons pû, grâce à l'agissante amitié d'un chef de service d'une des plus grandes entreprises métallurgiques françaises obtenir quelques précisions en ce qui concerne, en particulier, les éléments du prix de revient du minerai de fer extrait par cette entreprise. La part des salaires y atteignait en moyenne en 1933-34, 60 %, mais il nous fut confié que si, dans le prix de revient à la tonne que l'on nous présentait, on avait inclus les frais de fabrication, on n'y avait, par contre, pas fait entrer une portion adéquate des frais généraux (publicité, frais du siège social, etc... etc...). Celle-ci, en effet, n'était intégrée que dans le prix de revient du minerai vendu au dehors et non transformé par l'entreprise elle-même. Le pourcentage que nous avons obtenu par un calcul très simple dans le premier cas — on nous fournissait les sommes payées, en moyenne, à la tonne pour, la main-d'œuvre, les frais de fabrication, les fournitures — soit 60 % aurait été sans aucun doute diminué, peut-être même assez nette-

ment dans le second cas (prix de revient où se trouve incluse une part des frais généraux). En effet dans les deux situations envisagées les salaires alloués sont les mêmes, soit a , la part qu'ils représentent dans le prix de revient est traduite par la fraction $\frac{a}{a + \text{fournitures} + \text{frais de fabric.}}$ ou $\frac{a}{k}$ dans la première hypothèse et par $\frac{a}{k + \text{frais généraux}}$ ou $\frac{a}{k + f}$ dans la deuxième hypothèse ; or, f étant souvent important, $\frac{a}{k}$ serait nettement plus grande que $\frac{a}{k + f}$ car de deux fractions ayant le même numérateur, la plus grande est celle qui a le plus petit dénominateur. A la question d'un enquêteur relative aux pourcentages de la main-d'œuvre dans les prix de revient, les entreprises qui font la différenciation que je viens d'indiquer — il est vraisemblable que la combinaison qu'il nous a été permis d'étudier a d'autres adeptes — peuvent, de bonne foi, communiquer $\frac{a}{k + f}$ ou $\frac{a}{k}$ seulement. Nous venons de voir que, cependant, la différence entre les deux résultats peut-être sensible. Nous ajouterons, pour en terminer avec ces considérations générales, que les enquêtes précédemment citées, de M. Pinot ou de quelques autres, sont vieilles de deux ans au moins, quelque fois beaucoup plus — enquête anglaise par exemple. — Or depuis lors les salaires ont été universellement réduits, souvent même dans de graves proportions, ceci laisse à penser que les chiffres fournis, malgré la décroissance de certains autres éléments des revients, devraient être, vraisemblablement ramenés à un niveau plus bas.

Nous avons vu, également qu'il n'y avait pas accord entre patrons et ouvriers au sujet du coefficient de majoration des salaires²⁵. Le seul exact est celui présenté par M. Pinot et par M. Leduc soit 20 %, quoique, à première vue celui donné par la C. G. T. dans sa brochure précitée puisse sembler plus juste ; on se souvient que ce dernier était 16,6 %. Un exemple simple va le prouver :

Soit un ouvrier dont le salaire *hebdomadaire* s'élève à a . Si l'on adoptait la semaine de 40 heures, cette rémunération resterait invariable, par hypothèse. Dans le premier cas (régime actuel) le salaire *horaire* est égal à $\frac{a}{48}$ et dans le deuxième cas à $\frac{a}{40}$. Comparons ces deux expressions pour savoir si $\frac{a}{40} = \frac{a}{48} + \frac{1}{5} \frac{a}{48}$ (formule de M. Pinot) ou au contraire si $\frac{a}{40} = \frac{a}{48} + \frac{1}{6} \frac{a}{48}$ (formule de la C. G. T.). Pour effectuer ce parallèle, réduisons $\frac{a}{48}$ et $\frac{a}{40}$ au même dénominateur, nous obtenons respectivement $\frac{5a}{240}$ et $\frac{6a}{240}$. Si nous appelons A l'expression $\frac{5a}{240}$ qui représente le salaire *horaire* dans une semaine de 48 heures et B l'expression $\frac{6a}{240}$ qui représenterait le même salaire dans une semaine de 40 heures, nous pouvons écrire :

$B = A + \frac{a}{240}$, or $\frac{a}{240}$ est le cinquième de $\frac{a}{48}$ (A) donc B (salaire horaire en semaine de 40 heures) = A (salaire horaire en semaine de 48 heures) + $\frac{1}{5} A$. Les salaires seraient donc bien majorés du $\frac{1}{5}$ soit de 20 %.

25. V. ci-dessus, pp. 28 et 33.

Examinons maintenant la thèse patronale en ce qui concerne la « cascade des prix ». Les employeurs soutiennent, nous l'avons vu, que le phénomène envisagé a pour effet certain d'augmenter la part réelle des salaires dans le prix de revient d'un produit quelconque ; la conséquence immédiate que l'on en tire est la suivante : la majoration des revients due à l'augmentation des salaires horaires consécutive à l'adoption de la semaine de 40 heures serait encore supérieure à celle primitivement calculée.

Que faut-il penser tout d'abord de la réfutation de cette théorie tentée par la Confédération générale du Travail dans sa brochure sur la semaine de 40 heures ²⁶. Elle est évidemment un peu étriquée car on ne peut, sur la foi d'un seul exemple, serait-il rigoureusement exact, soutenir qu'une notion de portée générale est erronée. Tout au plus peut-elle nous porter à quelque circonspection. Essayons, par conséquent de creuser un peu plus le problème.

Remarquons en premier lieu que l'étude de cet effet de cascade n'est autre chose que celle, à toutes les étapes de la hiérarchie productive des répercussions, par l'intermédiaire des salaires, d'une adoption de la semaine de 40 heures, sur les matières premières ²⁷ utilisées par les diverses industries ou entreprises. Or un nombre im-

26. P. 56 ; v. également ci-dessus p. 33.

27. C'est l'avis de M. Pinot : V. sa brochure déjà citée, pp. 54 *in fine* et 55.

portant de matières premières, vraiment premières si j'ose dire..., viennent de l'agriculture, entendue dans un sens large et, si nous exceptons quelques allusions un peu prématurées²⁸, les travailleurs ne tiennent pas spécialement à la réduction des horaires de travail dans cette branche de l'Economie ; tout ce que l'on peut dire c'est que, sur ce point, ils se bornent à réserver l'avenir. Leur effort actuel, le contenu de la brochure de la C. G. T. en fait amplement foi, ne porte guère que sur l'industrie²⁹. Aussi M. Pinot nous paraît-il exagérer un tant soit peu lorsqu'il majore nettement, pour traduire les effets probables d'une adoption des 40 heures, par exemple dans l'industrie du caoutchouc³⁰, de la filature du coton³¹, les coûts des matières premières. Cette impression, fâcheuse, est renforcée par le fait que, pour l'industrie des conserves de viandes³², de la sucrerie³³, de la meunerie³⁴, d'autre part, il s'abstient de présenter de pareils calculs. Toutes ces industries présentent une importance considérable et elles ne sont peut-être pas les seules de leur type que l'on pourrait citer³⁵ ; or, pour elles, « la cascade des prix » ne jouerait pas sensiblement. De même encore, elle ne jouerait pas beaucoup pour

28. V. notamment M. Gomez, 5^e séance de la Conférence préparatoire tripartite de janvier 1933 (Compte rendu sténographique, B. I. T.).

29. M. Pinot le fait lui-même remarquer d'ailleurs (p. 110 *in fine* de sa brochure) : « Bien que l'Agriculture soit en dehors de la réforme proposée... » l'accord est donc parfait.

30. P. 91, brochure citée.

31. P. 105, *ibid.*

32. P. 114-115.

33. P. 113.

34. P. 111.

35. Tanneries, alcools, etc...

l'industrie minière où la part des matières premières dans les prix de revient est très peu considérable. Cette opinion est d'ailleurs corroborée par les chiffres de M. Pinot ³⁶. Enfin, d'une manière générale, toutes les industries du même type que les mines bénéficient de la précédente remarque (marais-salants par ex.).

Examinons, maintenant, le cas d'industries qui n'ont pas leur origine dans l'agriculture et où les postes de matières premières sont importants. Soit par exemple la métallurgie. La « cascade » y jouerait avec plus ou moins d'intensité suivant le stade auquel la fabrication s'arrêterait. Son influence serait plus nette pour la production des lingots d'acier ou des fils que pour celle de la fonte. Par ailleurs, si toutes les opérations se placent à l'intérieur d'une même entreprise, des amenuisements peuvent intervenir que l'on ne peut guère prévoir et encore moins chiffrer à l'avance, mais dont on ne saurait envisager l'effet pour une production échelonnée sur diverses entreprises.

On aperçoit donc combien le problème est complexe et combien il semble difficile de traduire exactement l'importance de cette fameuse « cascade », d'un point de vue général et même particulier. Il reste cependant que les questions qu'elle pose sont de nature à inciter à la réflexion, son jeu n'étant pas sans influence — quoique moins que certains l'ont soutenu — sur une majoration éventuelle des prix de revient. D'ailleurs, peut-être con-

36. P. 65 et suivantes, brochure citée.

vient-il de remarquer ici que cet effet de cascade, précisément du fait qu'il s'accuse, suppose qu'un certain laps de temps s'est écoulé entre le moment initial et le moment final d'une production donnée ; des réactions compensatrices ne peuvent-elles donc pas intervenir durant cet intervalle ? Oublie-t-on que, selon le mot de M. Renggli, délégué gouvernemental suisse à la Conférence préparatoire tripartite de 1933, « l'économie ressemble à un être vivant ; elle est d'une nature compliquée comme tout ce qui vit »³⁷. Sinon, pourquoi vouloir enfermer le monde dans un dilemme chiffré ?

Enfin, et ceci est primordial, comment l'augmentation des salaires horaires peut-elle entraîner une majoration des prix de revient ? A quelques nuances près, cela ne peut se produire que de deux façons. Ou bien la production diminue proportionnellement à la réduction envisagée des horaires de travail, ou bien on embauche pour maintenir la production à son niveau antérieur. Dans le premier cas pour pouvoir appliquer le coefficient d'augmentation de 20 % à l'élément-salaires, ce qui donnerait corrélativement une augmentation des revients, il faudrait que la production diminue dans la même proportion que les *horaires effectifs* de travail et que ceux-ci soient tous égaux à 48 heures, or il n'est pas utile de souligner qu'actuellement — remarquons que les promoteurs des 40 heures les considèrent comme un remède à la crise — cette dernière condition n'est nulle part réa-

37. 5^e séance, Compte rendu sténographique, B. I. T.

lisée. Reste alors la deuxième hypothèse : on embauche pour pouvoir maintenir la production à son niveau et c'est précisément cette action qui en augmentant la charge des salaires provoque directement ou indirectement une hausse des revients. Mais ici, à la remarque faite relativement au premier cas — un nombre important d'entreprises travaillant *plus de 40 heures* on n'aura pas un embauchage proportionnel à la réduction du temps d'occupation — s'en ajoute une deuxième : les employeurs, et aussi des esprits éminents de milieux divers ont maintes fois soutenu que l'effet d'une réduction de la durée du travail sur le chômage serait nul ; M. Pinot consacre même un chapitre entier³⁸ à démontrer l'impossibilité théorique et pratique d'une résorption des sans-travail par ce moyen !

Comment concilier ces contradictions sinon en affirmant que la semaine de 40 heures n'aurait pas, forcément, sur les revients, tous les effets néfastes qu'on lui prête parfois un peu gratuitement. Il est clair cependant que, d'un autre côté, il ne convient pas d'en attendre d'ahurissants miracles ; il semble seulement raisonnable d'en escompter quelques bienfaits.

Etudions, maintenant, pour compléter cette première partie, les répercussions d'une réduction des horaires de travail sur cet autre élément des prix de revient que sont les frais généraux. Cela fera l'objet du chapitre quatrième.

38. *La semaine de 40 h., le chômage et les prix*, chap. I^{er}.

CHAPITRE IV

REPERCUSSIONS, ÉVENTUELLES, DES 40 HEURES SUR LES PRIX DE REVIENT, PAR L'INTERMÉDIAIRE DES FRAIS GÉNÉRAUX

Il est à noter, tout d'abord, que les ouvriers ne se sont pas, au moins à notre connaissance, intéressés à cette question. Ils n'y ont fait aucune allusion, aussi bien aux différentes sessions de la C. I. T. où la question de la réduction de la durée du travail fut envisagée, qu'à la Conférence préparatoire tripartite de 1933, qu'aux réunions du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social consacrées à l'examen de ce problème, que dans les articles de journaux publiés par certains de leurs chefs — articles de M. Jouhaux, notamment, dans le *Peuple* et dans la *Dépêche de Toulouse*, — et que dans la brochure précédemment citée, éditée par les soins de la C. G. T. Il y a là une lacune dans la documentation et l'argumentation ouvrières qu'il convenait, ce nous semble, de signaler.

Le point qui fait l'objet du présent chapitre, a été envisagé, par contre, par les employeurs — ce qui est nor-

mal — et tout particulièrement par M. Pinot. Ce dernier estime ¹ que l'adoption de la semaine de 40 heures, accroîtrait de 20 % l'importance des divers postes groupés sous la rubrique commune de « Frais généraux ». Il y aurait donc là une nouvelle cause d'augmentation des prix de revient.

Cette évaluation de M. Pinot, nous paraît, nous le disons aussitôt, très surestimée. Examinons, en effet, quelques-uns de ces frais, parmi les plus notoires, et tâchons de discerner comment une réduction des horaires de travail pourrait les affecter.

Les dépenses de chauffage et d'éclairage subiraient-elles un accroissement sensible ? Cela est peu probable, et, en outre, celui-ci ne se manifesterait qu'après un temps assez long, le cas échéant. M. Pinot n'y prête d'ailleurs aucune attention dans le chapitre IV de sa brochure qu'il consacre à étudier « la hausse des prix de revient par catégories d'industries » ; il faut croire que son action sur les revients serait quasiment insignifiante !...

Les loyers, les assurances-incendie sont régis par des contrats de longue durée, on peut admettre, par suite, que l'adoption de la semaine de 40 heures n'en accroîtrait pas la charge. Au surplus, ce poste, comme le précédent, n'est pas d'une importance primordiale, le plus souvent.

Les contributions patronales au titre des assurances sociales, étant fixées d'après le taux des salaires, n'aug-

1. P. 57 et 58 de sa brochure.

menteraient que dans la mesure où des chômeurs seraient réintégrés dans le processus économique.

Les impôts ne seraient pas fatalement majorés, car il ne viendrait à l'idée de personne de soutenir que les systèmes fiscaux étrangers et français sont imparfaits. En outre, cet élément ne joue qu'avec un long retard. De plus, enfin, et nous insisterons sur ce point dans le chapitre II de notre deuxième partie, si l'adoption de la semaine de 40 heures par l'industrie permettait seulement une résorption partielle des sans-travail, cela ne contribuerait-il pas à mettre à l'aise certains budgets publics ?

Les frais de publicité ne subiraient pas, au moins dans un avenir immédiat, d'aggravation sensible.

Les amortissements du matériel, des bâtiments, etc., existants, les intérêts des emprunts, resteraient inchangés.

Reste la question des traitements. Ceux-ci s'accroîtraient-ils ? Les rémunérations allouées au personnel dirigeant ne sont pas en cause. En ce qui concerne les autres, nous avons peine à croire qu'elles aient dans les prix de revient des produits industriels l'importance que M. Pinot leur attribue parfois.

Enfin il n'est pas prouvé, loin de là, que l'adoption des 40 heures ferait décroître la production — nous reviendrons sur ce point dans notre deuxième partie — surtout si l'on veut bien constater que partout des bras s'offrent qui ne trouvent pas à s'occuper. Il suffirait donc qu'une consommation adéquate vînt faire la contre-par-

tie et ceci, nous tâcherons de le montrer dans le chapitre III de la deuxième partie, n'est pas inconcevable.

Nous indiquerons de plus, en terminant, qu'il ne semble guère contestable que l'action des frais, intervenant sur une période plus ou moins longue, puisse s'éteindre — si toutefois elle devait se produire — trouver des actions contraires susceptibles de diminuer fortement ses conséquences. M. Pinot partage cet avis, il faut le croire, puisque, dans le chapitre IV de sa brochure, il ne tient, pour chiffrer les augmentations des revients imputables à une réduction du temps d'occupation des travailleurs, aucun compte, le plus souvent, des majorations que pourraient subir les frais généraux, exception faite des traitements.

La question semble donc plus épineuse encore ici que pour les salaires et il ne paraît pas — la prudence dont fait preuve M. Pinot n'encourage-t-elle pas à penser ainsi ? — qu'il faille attacher une grande importance aux répercussions éventuelles sur les revients, et par l'intermédiaire des frais généraux, d'une réduction à 40 heures de la durée hebdomadaire du travail.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Cette conclusion sera brève. Après les observations échelonnées sur les différents chapitres qui précèdent, il semble bien que la hausse de ses prix de revient qu'entraînerait l'adoption par l'Industrie de la semaine de 40 heures, hausse probablement momentanée d'ailleurs,

nous le verrons plus loin, mais que personne ne conteste, sinon dans sa quotité du moins dans son existence, ne serait pas aussi sévère que d'aucuns le prétendent et surtout n'aurait pas les conséquences désastreuses qu'on lui attribue trop souvent. Quant à chiffrer cet accroissement, nous ne nous y hasarderons point, nous estimons en effet que le complexe de l'Economic doit inciter à ne manipuler les données numériques qu'avec la plus grande réserve. Les « antagonismes chiffrés » précédemment étudiés, les réticences qu'ils supposent, ne peuvent que justifier une pareille attitude.

En bref, l'opinion soutenue par M. Picquenard ¹ : suivant laquelle l'augmentation des revients, au moment de l'adoption de la semaine de 40 heures par l'Industrie, serait ultérieurement compensée, nous paraît très juste. Comme l'indiquait encore M. Roger Picard ² : « l'augmentation du prix de revient n'a rien de fatal ». Au départ, il y aura des heurts, c'est la loi de tout progrès, mais par la suite la réduction de la durée du travail pourra, par ses réactions sur l'Economie, apporter de sérieux apaisements. L'étude de ceux-ci fera l'objet de notre deuxième partie.

1. Conf. prép. trip. de 1933, 3^e séance (Compte rendu sténographique B. I. T.).

2. Réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 20 mai 1932 (*Documents du travail*, 1932, p. 176).

DEUXIEME PARTIE

**A la hausse des prix de revient,
la semaine de 40 heures pourrait-elle
apporter quelques compensations**

Les développements qui précèdent, tout en la ramenant à une mesure plus exacte, ont souligné la part importante de l'élément main-d'œuvre, dans les prix de revient industriels et les effets de ses fluctuations sur ces derniers. Il résulte de ces constatations, nous l'avons vu, que ceux-ci peuvent être affectés par une réduction de la durée du travail laissant intactes les rémunérations antérieures. Cette conséquence défavorable, les représentants du monde ouvrier ne l'ont pas niée, mais il semble, ainsi que nous l'indiquions à la fin de notre première partie, que M. Picquenard ait vu juste en insistant sur la possibilité de « récupérations » ultérieures. Il n'empêche que le patronat, et de nombreux gouvernements à sa suite, tablant sur le déséquilibre initial, ont brandi à l'envi le spectre de la concurrence internationale. Que faut-il penser de l'objection ?

Il est bien certain que les questions d'exportation sont vitales pour de nombreux pays. Il est non moins évident que celles-ci, et celle de la concurrence entre nations qui les domine, ne se poseraient pas à propos de la réduction des horaires de travail si cette dernière mesure ralliait tous les suffrages. Mais il risque d'y avoir des trouble-fête et, à cet égard, le précédent de la journée de 8 heures et les « exploits » consécutifs des Japonais ne sont guère encourageants, nous le concédons volontiers. Cependant il serait faux d'attribuer à la Convention de Washington tous les déboires des Occidentaux. De plus,

et surtout, il faut bien remarquer qu'en matière de concurrence, ce qui importe, ce n'est pas le prix de revient, mais bien le prix de vente. Or la majoration de celui-là entraîne-t-elle nécessairement la hausse de celui-ci ? Rien n'est moins certain, les deux mouvements manquent en effet de synchronisme. De sorte que, si le prix de revient constitue une excellente base pour l'établissement du prix de vente, il ne domine pas ce dernier. Entre les deux se place le profit, élément essentiellement élastique, qui peut jouer, et joue parfois d'ailleurs, un rôle de tampon. Une majoration des revients, surtout temporaire et d'importance moyenne, pourrait donc fort bien ne pas se traduire par un mouvement corrélatif des prix de vente.

Il convient d'ailleurs de noter que la concurrence, et spécialement la concurrence internationale, sont d'autant plus âpres que le marasme économique est plus prononcé. La crise actuelle illustre parfaitement cette remarque. Que voit-on autour de soi, sinon des pays qui, à grand renfort de barrières douanières ou de primes défendent avec l'énergie du désespoir les débouchés qui leur restent. Donc, si la semaine de 40 heures pouvait *aider* l'économie mondiale à retrouver son équilibre, l'objection ne perdrait-elle pas beaucoup de sa valeur ? Ceci nous conduit tout naturellement à étudier les réactions diverses que pourrait susciter la diminution du temps d'occupation des travailleurs et notamment celles susceptibles de venir compenser la hausse initiale des revients.

CHAPITRE PREMIER

EFFET COMPENSATEUR RESULTANT D'UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE OUVRIERE

Avant de commencer l'étude dont l'énoncé constitue le titre de ce premier chapitre, il convient de préciser la notion d'augmentation de productivité, ou de rendement. Il ne s'agit pas ici de trancher une question de supériorité entre l'ouvrier actuel, son aïeul ou son descendant. On n'entend pas controverser sur la dextérité, la résistance à la fatigue, l'entrain des travailleurs aux diverses époques, ni surtout sur la possibilité, ou l'impossibilité de développer ces qualités à l'avenir. Tous ceux qui se sont heurtés au sujet de cette question de la productivité ouvrière et de son accroissement possible dans le futur se sont bornés à *envisager l'ouvrier en fonction de la machine*¹. Le problème au fond est celui-

1. V. notamment, **côté ouvrier** : M. *Merlens* : Compte rendu Genève, 16^e session de la C. I. T., p. 187 (année 1932) et 8^e séance de la Conférence prép. trip. de 1933 (Compte rendu sténographique, B. I. T.), M. *Jouhaux*, 2^e séance de la Conf. prép. trip. (même référence que celle qui précède, c'est-à-dire : Compte rendu sténographique du B. I. T.), MM. *Clavenzoni* et *Hayday* : 6^e séance de la Conf. prép. trip., M. *Schurch*, 7^e séance de la Conf. prép. trip., M. *Chevalme*; 10^e séance de la Conf. prép. trip. — M. *Louis Blain* : Docu-

ci : la rationalisation offre-t-elle des ressources éventuelles suffisantes pour assurer, malgré une réduction du temps d'occupation des travailleurs, une production accrue ? — C'est l'augmentation du rendement — et à un prix plus bas ? — C'est l'effet compensateur sur les revients.

Afin d'y apporter une solution aussi claire que possible, nous allons, dans une section première, présenter la thèse ouvrière, nous envisagerons ensuite dans une deuxième section le point de vue patronal et enfin dans une section troisième nous essayerons de découvrir la vérité.

SECTION PREMIÈRE. — POSITION DES TRAVAILLEURS.

Les représentants du monde ouvrier se sont complaisamment étendus à Genève sur l'augmentation de la productivité ouvrière au cours des dernières années². Lors des réunions du comité directeur de l'Association française pour le progrès social consacrées au problème de la diminution des horaires de travail, les porte-parole des travailleurs ont également émaillé d'exemples fort

ments du travail, 1933, p. 191, M. Meck : *Documents du travail*, 1933, p. 13 et suivantes, M. Bonnamy : *Documents du travail*, 1933, p. 70, etc., etc... et aussi, encore : *La semaine de 40 h.*, brochure publiée par la C. G. T., p. 32. **Côté patronal** : M. Gérard, 17^e session de la C. I. T., Genève, 1933, Compte rendu provisoire, p. 202 (14^e séance). — Enfin, on peut lire cette phrase, à la page 176 de *Durée du travail et chômage* : « L'augmentation de la productivité... est due à l'action d'une série de facteurs que l'on peut grouper sous le terme générique de rationalisation. »

2. V. notamment : MM. Mertens : 8^e séance de la Conf. prép. trip. de 1933; Jouhaux : 2^e séance de cette conférence tripartite; Clavenzoni et Hayday, 6^e séance (discours rapportés par le compte rendu sténographique du B. I. T.).

typiques leurs allocutions ³. Ceci avait surtout pour but de souligner que le progrès technique, dans ses manifestations passées, n'avait pas apporté aux classes laborieuses toutes les satisfactions qu'elles étaient en droit d'en attendre et de présenter l'adoption de la semaine de 40 heures comme un moyen, *notamment* par le sacrifice initial de l'augmentation des revients qu'elle imposerait aux employeurs, de punir l'égoïsme dont ceux-ci avaient fait preuve antérieurement. Nous n'insisterons pas davantage sur cet aspect particulier du problème de la réduction de la durée hebdomadaire du travail, malgré son intérêt certain, car il n'entre pas dans le cadre de notre étude. Nous l'avons cependant noté, car c'est en s'appuyant sur l'augmentation du rendement dans le passé, que les ouvriers croient pouvoir formuler pour l'avenir des prévisions optimistes. Celles-ci cependant manquent un peu de consistance ; visiblement ce point — l'éventuelle augmentation du rendement — n'a été qu'entrevu par les travailleurs, peut-être d'ailleurs est-ce volontaire. Leur ardeur polémique paraît donc bien avoir obnubilé ici l'habileté tactique !... Ainsi, on ne trouve pas à cet égard, dans la brochure *La Semaine de 40 heures* éditée par les soins de la C. G. T., de démonstration systématique analogue à celle présentée pour la question de la majoration initiale des prix de revient par exemple. Pourtant, on peut relever dans cette publica-

3. V. notamment : MM. Bonnamy : réunion du comité directeur du 20 déc. 1932 (*Documents du travail*, 1933, p. 70 et suivantes); Broutin : réunion du Comité directeur du 17 janvier 1933 (*Documents du travail*, 1933, p. 107 et 108).

tion quelques allusions intéressantes, témoin celles-ci : « Les progrès techniques ne sont pas à leurs limites ⁴ » et surtout : « L'expérience constante montre qu'à toute diminution de la durée du travail correspond une augmentation du rendement horaire. *Il en sera pour la semaine de 40 heures comme il l'a été pour la journée de huit heures* ⁵ ». Ces quelques phrases montrent bien indiscutablement, et elles ne sont peut-être pas les seules que l'on pourrait citer, que les ouvriers ont aperçu l'argument, tiré de la question du rendement, qu'ils pourraient opposer aux appréhensions patronales relatives aux prix de revient. Mais, ont-ils craint qu'on le leur retourne, ce qu'on a fait d'ailleurs, nous le verrons plus loin ⁶, pour combattre l'idée d'une résorption des chômeurs par une réduction de la durée du travail ? Cela est possible, toujours est-il que, ainsi que nous le signalons ci-dessus, si les représentants, les chefs du monde ouvrier, ont vu l'appui que l'indication de la possibilité d'une augmentation future du rendement pouvait apporter à leur thèse, ils n'y ont pas insisté. M. Max Lazard nous semble avoir très exactement traduit leur attitude, en disant, lors de la réunion du comité directeur de l'Association française pour le progrès social du 7 mars 1933 ⁷ :

« En réalité, ce sur quoi misent les partisans de la réforme, c'est ceci : en commençant par poser le prin-

4. *La semaine de 40 h.*, brochure éditée par la C. G. T., p. 34.

5. *Id.*, p. 57; v. également p. 58 et p. 43 *in fine*.

6. V. deuxième partie, chap. II.

7. *Documents du travail*, 1933, p. 148.

cipe que le travail sera réduit en durée et que, éventuellement, toutes choses égales d'ailleurs, le prix de revient serait augmenté, en fait, il ne le sera pas, parce que vous trouverez le moyen de le diminuer. *Il y a eu des progrès, donc il peut y en avoir encore.* »

Etudions maintenant la riposte patronale.

SECTION II. — POSITION DES EMPLOYEURS.

Comment les patrons ont-ils tenté de réfuter cet argument un peu timidement avancé. Ils n'ont pas nié, le plus souvent⁸, l'augmentation du rendement, dans le passé, signalée par les travailleurs, mais ils ont insisté sur les frais de toutes sortes qu'il leur avait fallu engager au cours des ans, pour obtenir cette amélioration de la productivité ouvrière, frais qui, en fin de compte, venaient, par l'intermédiaire des frais généraux, alourdir les prix de revient. C'est ce qu'exprimait M. Gérard dans les termes suivants, dont le caractère général laisse à penser que l'éminent délégué patronal belge entendait bien marquer par là que la recherche d'une augmentation du rendement, ultérieurement à l'adoption de la semaine de 40 heures, aurait les mêmes suites fâcheuses : « Cette augmentation de rendement n'est obtenue qu'au prix de l'emploi de machines nouvelles perfectionnées, ...il a fallu construire ces machines elles-mêmes et, pour cela, extraire et créer des matériaux, employer de la main-

8. Cette dénégation a été cependant apportée parfois, notamment par M. Catin à la réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 21 mars 1933 (*Documents du travail*, 1933 p. 159).

d'œuvre, de sorte que le gain net n'est pas du tout celui que l'on pourrait supposer d'après les simples constatations de l'augmentation de production due à l'emploi de la machine installée. — On peut remarquer que, dans cette première partie, M. Gérard cherche à contester l'ampleur de l'augmentation du rendement. —

.

Enfin, une fois que la machine fonctionne, il lui faut un service pour son entretien et des frais généraux de toutes sortes viennent encore diminuer ce que j'appelais tout à l'heure le gain net de la main-d'œuvre.

Tous ces éléments qui viennent en somme alourdir l'opération économique trouvent leur expression dans la comptabilité de l'entreprise, lorsqu'on établit les frais généraux, les frais d'entretien et d'amortissement..... et cela justifie cette opinion que, *lorsqu'on fait le compte, il n'y a pratiquement pas d'avantage sur le prix de revient et que la machine perfectionnée coûte dans son emploi aussi cher que l'ancienne*⁹. »

On peut brièvement résumer ceci, de la façon suivante : la rationalisation n'oriente pas, autant qu'on le croit, les prix de revient à la baisse, il semble donc vain d'en attendre, pour l'avenir, des effets trop heureux. Il nous faut indiquer, de plus, que, déjà à la conférence préparatoire tripartite¹⁰, M. Lambert-Ribot avait souli-

9. V. Compte rendu provisoire des travaux de la C. I. T., 17^e session, Genève, 1933, p. 202, 1^{re} colonne.

10. 9^e séance : Compte rendu sténographique du B. I. T.

gné nettement les charges supplémentaires que l'adoption de nouveaux outillages, si souvent utiles pour obtenir une augmentation de la productivité ouvrière, ferait supporter à l'Industrie.

Par ailleurs, M. Parent a indiqué ¹¹ que, dans le cas particulier de l'industrie minière, il ne fallait pas, au moins en France, compter sur un accroissement du rendement, dans un proche avenir à tout le moins, car, disait-il, ces dernières années « la rationalisation a joué à plein ». M. Lacoïn ¹² a soutenu une idée voisine en ce qui concerne les chemins de fer.

Ainsi, non seulement la rationalisation n'aurait pas sur les revients les conséquences qu'on lui prête souvent, mais encore il serait parfois impossible d'y faire un nouvel appel. Aussi les employeurs se sont-ils tout naturellement préoccupés des difficultés ¹³ qu'ils pourraient rencontrer, le cas échéant, pour recruter une main-d'œuvre compétente et des dépenses corrélatives qui en résulteraient et affecteraient par là les prix de revient. Pour résumer leur impression, on peut avancer, en somme, que cette augmentation éventuelle du rendement présentée comme devant compenser l'effet sur les prix de revient de l'adoption de la semaine de 40 heures risque fort de n'être trop souvent qu'un leurre et qu'une duperie.

11. Réunion du Comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 6 déc. 1932 (*Documents du travail*, 1933, p. 6).

12. Réunion du comité directeur du 20 déc. 1932 (*Documents du travail*, 1933, p. 45 et suivantes).

13. Conf. prép. trip. de 1933 : 4^e séance : M. Olivetti, et 6^e séance : M. Gérard, voir également sur ce point M. Daum (*Documents du travail*, 1933, pp. 87-88).

SECTION III. — OÙ EST LA VÉRITÉ ?

Nous rappelons, tout d'abord, ce que nous indiquions au début de la section première, à savoir que nous n'envisagerions point la question de la progression du rendement des travailleurs dans le passé¹⁴. Ce qui importe, en effet, pour l'étude que nous poursuivons, ce sont les possibilités d'accroissement que ce rendement offre pour l'avenir. Ces possibilités existent-elles et y a-t-il là un moyen de pallier à la hausse des prix de revient que provoquerait l'adoption d'horaires de travail réduits ? Nous avons vu, à la section précédente, que les employeurs, ou tout au moins certains d'entre eux, en doutaient fortement. Tâchons donc de discerner, en premier lieu, s'il est raisonnable de soutenir que la progression de la productivité ouvrière puisse éventuellement se poursuivre.

Ici, une réflexion s'impose. Il faut convenir qu'avec la meilleure volonté du monde, on ne voit pas très bien comment la semaine de 40 heures pourrait par son adoption provoquer le cataclysme — le mot n'est point trop fort — susceptible d'arrêter la marche du Progrès ! Or, celui-ci n'engendre-t-il pas l'élan du rendement ? Il ne semble pas que l'on puisse répondre négativement. Nous n'insisterons donc pas davantage sur ce point.

14. Au demeurant je dirai, que celle-ci ne semble pas contestable au moins dans la grande majorité des cas. Cela ressort nettement de l'abondante documentation recueillie sur ce point par le B. I. T. et présentée notamment dans *Durée du travail et chômage*, p. 20 et pp. 176 et suiv., et aussi de nombreux aveux patronaux (V. par ex. M. Lacoïn, p. 45, *Documents du travail*, 1933 et M. Daum, p. 82 de ces mêmes *Documents*).

D'ailleurs, d'une façon générale, nous l'avons vu, les patrons appréhendent surtout les dépenses qu'il faudrait engager pour permettre à cet accroissement du rendement de se manifester et les charges qui pourraient, de ce chef, affecter défavorablement les prix de revient. A ce sujet, nous indiquons aussitôt que la question de savoir si les capitaux nécessaires pourraient, le cas échéant, être rassemblés sera étudiée au chapitre III de cette deuxième partie, nous ne nous y attacherons donc pas maintenant. Cette réserve faite, on a de fortes raisons de penser que les craintes des employeurs ne sont pas fondées. L'histoire de la vie économique, au cours des années d'après-guerre apporte, en effet, en cette matière de précieux enseignements. Le progrès technique, lequel, nous le savons, est à la base de toute progression sensible du rendement, dans un pays où il atteint une ampleur exceptionnelle, laissa, malgré les sacrifices qu'il imposa, un appréciable « boni » si l'on en croit le rapport du « Committee on recent Economic changes »¹⁵ et cela bien que les Etats-Unis aient toujours été par excellence le pays des hauts salaires. De même, M. Hoover écrivait :

« Aux Etats-Unis, en 1925, la dépense annuelle occasionnée par des recherches industrielles a été évaluée à 200 millions de dollars dont 70 dépensés par les autorités publiques et 100 millions par les diverses entreprises pour leurs propres recherches. Onze trusts appartenant

15. V. compte-rendu des travaux de la 16^e session de la C. I. T., Genève, 1932, p. 921.

notamment aux branches des métaux, des machines et de l'alimentation, dépensèrent pour les recherches des sommes au moins égales à 1 % de leur chiffre d'affaires. Les profits retirés de ces recherches sont évalués pour de nombreux établissements entre 100 et 300 % de la dépense occasionnée par elles¹⁶. »

De telles affirmations dispensent de longs commentaires. On pourrait cependant nous reprocher de ne nous appuyer que sur des exemples fournis par une contrée, exceptionnelle à bien des chefs. Qu'à cela ne tienne, répondrons-nous alors, il est aisé de citer des déclarations d'employeurs européens, voire français, où se trouvent soulignées les possibilités futures d'augmentation de la productivité et surtout où l'on néglige de faire allusion aux répercussions sur les prix de revient de nouveaux investissements de capitaux. En voici une, notamment, émanant de M. Tzaut, délégué patronal suisse à la Conférence préparatoire tripartite de 1933 :

« Certaines industries, dont l'activité s'est ralentie, déclarent même que, si une amélioration survenait, elles pourraient, sans augmentation de personnel ni d'horaire, augmenter de 20 % leur production¹⁷. »

Sans doute, les industries dont parle M. Tzaut ne sont-elles pas légion ; il semble bien, cependant, que le représentant des employeurs helvètes ait voulu indiquer qu'il n'est pas « fatal » que l'on doive engager des dé-

16. M. Hoover : « The vital need of greater Financial Support of Pure Science research » publié par le *National research Council*, rapport n° 65, Washington, 1925, p. 2 (cité par : *Durée du travail et chômage*, p. 176).

17. V. Compte-rendu sténographique, B. I. T., 7^e séance.

penses nouvelles, parfois, pour obtenir un accroissement du rendement.

M. Daum, directeur général de la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, s'exprimait, par ailleurs, de la manière suivante :

« Ces méthodes — il s'agit du système Taylor et de la rationalisation technique — ont pris une importance plus grande encore à mesure que la recherche d'économies dans le prix de revient s'est imposée. *Elles n'ont pas fini de porter tous leurs fruits et il y a encore en ces matières beaucoup à faire* ¹⁸. »

M. Daum n'indique-t-il pas là, implicitement mais nettement, qu'il est légitime d'attendre de la rationalisation sous toutes ses formes une baisse des prix de revient, ce qui est d'ailleurs conforme à tous les enseignements de l'Economie politique ? Ne souligne-t-il pas, de plus, que cette rationalisation a devant elle un merveilleux avenir ? Et quand on saura que le professeur Suter, étudiant les conditions du travail dans la fabrique de chaussures Bally à Schönenwerd, affirmait que : « par une formation et un entraînement rationnel des travailleurs, on peut s'attendre avec certitude à obtenir, d'une part, une réduction extraordinaire du temps d'apprentissage, d'autre part, une augmentation du rendement allant du double au triple ¹⁹. », l'on pourra, croyons-nous conclure, sans être taxé de partialité, que la progression éventuelle du **rendement** ouvrier pourrait être un pal-

18. Réunion du Comité directeur de l'Association française pour le Progrès social, du 17 janvier 1933 (*Documents du travail*, 1933, p. 82).

19. *Durée du travail et chômage*, p. 178, note 3.

liatif efficace à la hausse initiale des prix de revient provoquée par l'adoption de la semaine de 40 heures. Mais cette augmentation du rendement apparaîtrait-elle immédiatement ? Nous ne le pensons pas. Les pages qui précèdent nous ont appris, en effet, qu'elle nécessiterait, le plus souvent, pour se manifester, toute une série de perfectionnements d'organisation et d'outillage qui ne pourraient être réalisés sur l'heure dans la majorité des cas. Il y aurait donc là un « creux » qui peut, dans une certaine mesure, expliquer les craintes patronales relatives à un recrutement éventuel de la main-d'œuvre, quoique bien faiblement quand on songe aux milliers de bras qui ne demandent qu'à s'occuper, et surtout celles touchant à une hausse des prix de revient. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point au cours des prochains chapitres car nous estimons que c'est dans cette sorte de « décalage » que réside une grande partie de l'intérêt de la réforme proposée.

CHAPITRE II

EFFET COMPENSATEUR RESULTANT D'UNE DIMINUTION DES CHARGES SOCIALES INCOMBANT A L'INDUSTRIE

Parmi les méfaits de la crise de 1929, il en est un qui, frappant plus cruellement la masse des travailleurs, a provoqué chez ceux-ci les plus vives alarmes; nous avons nommé le chômage sous ses formes multiples. Qu'est-ce, en effet, pour l'ouvrier que le chômage¹? Même s'il n'est que temporaire, neuf fois sur dix il équivaut à la misère; que dire alors lorsqu'il sévit des années durant! Certains milieux ont beau jeu de souligner: si l'ouvrier savait économiser, il pourrait supporter sans trop de souffrances les spasmes de l'Economie. Il est facile de moraliser ainsi lorsque les circonstances n'obligent pas à mettre journellement en pratique les leçons de vertu que l'on dispense si largement. Loin de nous, d'ailleurs, la pensée de soutenir que les budgets familiaux des travailleurs sont tous admirablement établis. Cependant, il nous paraît incontestable

1. On peut lire à ce sujet, un beau passage de M. Jacques Duboin dans, *La Grande Révolution qui vient*, p. 52 et 53.

que la plupart d'entre eux, et quelque soin que l'on y mette, auraient bien du mal à se solder par un excédent économisable. Certes, on évoque les stations au cabaret, les spectacles de cinéma que s'offrent volontiers certains et l'on table là-dessus pour réfréner en soi les sentiments de pitié qui ne manqueraient pas de se faire jour. Qu'on ne s'y trompe point pourtant, s'il y a là des déviations fâcheuses, ne sont-elles pas à la source de productions qui, quoiqu'un peu particulières, fournissent des emplois ? Et, d'ailleurs, les quelques francs dépensés ainsi apporteraient-ils au ménage un appoint si considérable que d'aucuns se plaisent à l'affirmer ? Dans bien des cas on pourrait élever de sérieux doutes à cet égard.

De plus, l'ouvrier qui travaille dur à l'usine ou dans des chantiers a besoin d'une nourriture substantielle qui lui permette de récupérer au plus vite une force anémiée par des efforts continus ; il y a là une source de dépenses importantes. Lorsque, de surcroît, le ménage compte plusieurs enfants, la situation est loin d'être pleine de charmes, même en temps de prospérité économique. Que dire, dès lors, quand le chef de famille ne trouve plus à utiliser ses bras !

Nous n'insisterons pas, enfin, sur les conséquences de souffrances prématurées ou trop vives : divorces, immoralité, etc... Ces maux sont connus de tous².

2. M. le Dr R. Paula Lopes, dans un remarquable article de la *Revue internationale du travail*, de juin 1934, consacré aux effets de la crise sur la santé publique, écrivait notamment ceci :

« L'abaissement général des conditions de vie dont souffrent, depuis longtemps, des milliers de familles de chômeurs fait craindre, à juste titre, des répercussions particulièrement graves » (p. 833); puis à la p. 843, *in fine* :

Comment s'étonner, en conséquence, que les travailleurs aient essayé d'utiliser le puissant courant d'émotion ainsi créé dans tous les milieux par les angoisses que le chômage traîne à sa suite pour faire triompher leurs revendications relatives à la réduction de la durée du travail, surtout si l'on tient compte de leur confiance en l'efficacité d'un tel remède ? Devant un monde dans un état de réceptivité parfaite à cet égard, comment s'étonner que les porte-parole de la classe ouvrière aient souligné à l'envi les effets d'une mesure susceptible, entre autres bienfaits, de permettre une résorption des sans-travail et de diminuer de ce fait les charges des budgets publics et privés ? C'est leur argumentation que nous allons exposer à la section suivante.

SECTION I. — POSITION DES TRAVAILLEURS.

A la base de cette position se trouve la crainte très vive, fondée sur l'étude du passé, de voir s'instaurer un chômage permanent. On trouve cette appréhension très nettement formulée, notamment dans la brochure éditée par la Confédération générale du travail, que j'ai déjà eu l'occasion de citer maintes fois. Voici, en effet, ce qu'on peut y lire :

« Dans le dispensaire d'un centre sanitaire à Berlin, on a constaté parmi les chômeurs des indices de sous-alimentation (baisse rapide du poids, faiblesse du quotient respiratoire) rappelant, par leur gravité, les conditions observées pendant les pires années de la guerre ». Et enfin, à la p. 860, il notait cette affligeante constatation :

« Le nombre des femmes qui ont donné le chômage comme cause déterminante de leur prostitution n'a cessé de croître durant les années 1930, 1931 et les trois premiers mois de 1932 ».

« L'augmentation du rendement s'est poursuivie malgré la crise...

» Ainsi, si rien n'est fait pour ajuster la durée du travail aux conditions nouvelles de la production, nous sommes menacés d'arriver à ce spectacle : la reprise de l'activité n'atténuera pas le chômage³. »

Pour les ouvriers, donc, la marche du progrès étant, en quelque sorte fatale, et l'égoïsme des employeurs les poussant à accélérer celle-ci en dépit de circonstances économiques qui devraient plutôt décourager un tel effort, il n'existe qu'un moyen de salut : faire, par une réduction du temps d'occupation, bénéficier les travailleurs du dynamisme imprimé à l'Economie par la machine. Celle-ci assure, en effet, un accroissement de la production avec un minimum de bras. Par conséquent, si l'on veut donner du travail à chacun, afin de lui permettre de subsister, il faut réduire la part de tous. De cette façon seulement on peut espérer réintégrer les chômeurs dans le processus économique. Et si on rétorque qu'une pareille réforme entraînerait vraisemblablement de nouveaux progrès techniques ; le monde du travail, à son tour, affirme, d'une part que ceux-ci seraient réalisés de toute manière et d'autre part il souligne fortement que :

« La semaine de 40 heures n'est qu'un nouveau commencement et il faudra aller plus loin encore dans la réduction de la durée du travail⁴. »

3. V. p. 34 ; v. également le texte du projet de résolution dû à M. Jouhaux : Compte-rendu, 16^e session de la C. I. T., Genève, 1932, p. 579.

4. *La semaine de 40 heures*, édition de la C. G. T., p. 43 *in fine*.

En somme, à l'échec de tentatives rares et spasmodiques, il oppose sa foi en l'efficacité d'une adoption de la semaine de 40 heures pour résorber un chômage à tous égards déprimant. Malheureusement, les porte-parole de la classe ouvrière n'ont pas tenté *d'expliquer* comment une telle résorption pourrait se produire. Les contradicteurs, cependant, n'ont pas manqué ⁵ et cela aurait dû les inciter à rechercher quelques moyens de défense ! Quoi qu'il en soit, le fait patent est qu'ils se sont bornés, ou presque, à soutenir l'exactitude de leur point de vue sans la prouver ⁶. Nous croyons qu'il y a là une lacune assez grave, car il ne suffit pas d'être convaincu pour convaincre, la suite des événements l'a amplement montré.

Ce premier point considéré comme acquis, les travailleurs se sont étendus complaisamment sur les suites favorables de la réforme qu'ils préconisent. Il en est une d'abord qu'il conviendrait de placer au premier rang : l'augmentation du pouvoir d'achat des masses ; nous ne l'étudierons pourtant pas ici pour des raisons de clarté, mais nous y consacrerons le prochain chapitre. Nous allons, par contre, exposer leur opinion sur les répercussions budgétaires d'une diminution du nombre des chômeurs.

Ils signalent, en premier lieu, avec un grand luxe de

5. V. section II de ce chapitre II.

6. La confirmation de cette attitude est apportée par les discours des orateurs ouvriers aux 16^e, 17^e et 18^e sessions de la C. I. T. et à la Conférence préparatoire tripartite de 1933. La brochure *La semaine de 40 heures*, éditée par la C. G. T. ne renferme également aucune démonstration sur ce point particulier ; là aussi, on affirme, on ne prouve pas.

précisions, les charges énormes que l'entretien d'une « armée » de sans-travail représente pour la collectivité. C'est ainsi que la brochure de la C. G. T. souligne ⁷, en particulier, la progression du montant total des secours alloués par divers pays, au cours des dernières années. Nous lui empruntons les chiffres suivants :

Belgique : « Dépenses du seul fonds de crise alimenté par l'Etat ».

1930: 32 millions de francs; 1931: 365 millions de francs.

Allemagne : « Assurance ou assistance ».

1928: 1.151 millions de marks; 1931: 2.973 mil. de marks.

Grande-Bretagne : « Assurance obligatoire ».

51 millions et demi de livres en 1924-25 ; 1930-1931 : 101.300.000 livres. Prévisions pour 1932-1933 : 120 mil.

Italie : « Assurance obligatoire qui ne couvre pas un tiers des chômeurs. »

1924 : 33.800.000 liras ; 1925 : 23.100.000 liras

1930 : 115.600.000 liras.

Etats-Unis : des centaines de millions de dollars.

On indique, par ailleurs, que ces chiffres font abstraction des secours divers et souvent importants donnés par les caisses privées et l'on conclut :

7. P. 15 et 16; v. dans le même sens : M. Jouhaux, 2^e séance de la conférence préparatoire tripartite de 1933 (Compte rendu sténographique B. I. T.).

« Les dépenses dont nous venons de citer quelques exemples, doivent intervenir en déduction de ce que pourra coûter la semaine de quarante heures. »

Ainsi, la résorption des chômeurs, en permettant de rayer des budgets publics de lourdes dépenses provoquerait des dégrèvements dont l'industrie, actuellement si sévèrement imposée, ne manquerait pas de profiter. La majoration de ses prix de revient due à la hausse des salaires trouverait donc là un palliatif. Telle est l'argumentation ouvrière⁸ ; examinons-la d'un point de vue critique dans une deuxième section.

SECTION II. — EFFICACITÉ DE CETTE COMPENSATION.

Tâchons de voir, tout d'abord, si l'adoption de la semaine de 40 heures serait susceptible de pallier au chômage. Cette étude nous écarte un peu du sujet choisi, mais les conséquences qui en découlent nous y ramenant, nous l'avons vu à la section précédente, il nous a paru intéressant d'y consacrer quelques pages.

Nous ne reviendrons pas sur l'attitude des travailleurs puisque nous avons déjà blâmé leur carence sur ce point. Quant aux employeurs, ils se sont vigoureusement élevés contre les assertions, évidemment un peu trop gratuites, des ouvriers. C'est ainsi que, dès la 16^e session

8. V. notamment dans ce sens, MM. Kosciuski, 7^e séance de la Conférence préparatoire tripartite de 1933 et Brodecky, 10^e séance de la même conférence (discours reproduits par le Compte rendu sténographique du B. I. T.).— M. Leduc en a donné également un raccourci excellent dans son « Rapport », *Documents du travail*, 1933, p. 263 et suiv. (n^o 195-196).

de la C. I. T., M. Oersted s'exprimait, à ce sujet, en ces termes :

« Et si ...les entreprises tâchaient de ramener leurs prix de revient au niveau antérieur par une sur-rationalisation, ne voit-on pas qu'il s'ensuivrait immédiatement de nouveaux licenciements d'ouvriers, c'est-à-dire un résultat exactement contraire à celui que l'on cherche à atteindre⁹. »

Voilà bien la critique dans toute sa force. Soulignant l'effort technique que fournirait le patronat, ultérieurement à une adoption d'horaire de travail réduit, afin, *ainsi que l'indique la classe ouvrière elle-même*, d'obtenir une diminution du prix de revient unitaire, M. Oersted en conclut qu'il est vain d'attendre de la réduction du temps d'occupation, telle que l'envisagent les travailleurs, une diminution du nombre des chômeurs.

Faisons ici une remarque. Lorsque nous avons envisagé la question de l'augmentation du rendement et des espoirs qu'elle offrait pour l'avenir, nous avons vu les employeurs s'ingénier à en minimiser l'importance, ici, au contraire, implicitement, mais nettement, ils ne les contestent plus. Est-ce très loyal ?

De même, M. Olivetti¹⁰, quoique sans s'attacher au fond même du problème ainsi que l'avait fait et devait

9. Compte rendu, 16^e session, Genève 1932, p. 426. M. Oersted a exposé la même idée à la 5^e séance de la 17^e session de la C. I. T. (Compte rendu provisoire, Genève, 17^e session, 1933, p. 56, et à la 5^e séance, également, de la 18^e session de la C. I. T. (Compte rendu provisoire, 18^e session, 1934, p. 40 *in fine*).

10. Conférence préparatoire tripartite de 1933, 4^e séance (Compte rendu sténographique du B. I. T.).

le faire son collègue danois, insistait, à la Conférence tripartite, sur des facteurs psychologiques ou autres qui, dans la pratique, entraveraient singulièrement la résorption du chômage ¹¹.

D'ailleurs, et sans en contester la force, une telle attitude du patronat n'est pas pour surprendre. On est presque tenté de dire qu'elle est dans la nature des choses, au moins de nos jours où il serait puéril et vain de contester l'antagonisme qui, trop souvent, le sépare du monde du travail.

Mais où la question devient infiniment plus prenante, c'est lorsqu'elle est abordée par des hommes que leur situation sociale et leur intégrité scientifique mettent au-dessus des querelles de partisans. Nous voulons citer notamment M. le professeur Gaston Leduc et M. le doyen Allix. Le premier écrivait, dans son rapport consécutif aux discussions soulevées par le Comité directeur de l'Association française pour le progrès social sur l'adoption éventuelle de la semaine de 40 heures et ses conséquences :

« ...Il est donc probable qu'une augmentation du coût de main-d'œuvre accentuerait les efforts déployés par l'industrie moderne pour développer le machinisme, *aux dépens de ceux-là même que l'on voudrait protéger* ¹². »

M. Allix lui, a traité plus à fond cette relation qui existerait entre le chômage et la durée du travail dans un

11. V. également sur ce point : M. Pinot, *La semaine de 40 heures, le chômage et les prix*, chap. premier.

12. *Documents du travail*, 1933, p. 268.

article de la *Revue politique et parlementaire* du 10 décembre 1932, au cours duquel il notait :

« Il est d'évidence que si l'industriel arrive, par de meilleures méthodes, à obtenir de l'ouvrier le même rendement en quarante heures par semaine qu'en quarante-huit heures, la semaine de quarante heures ne procurera aucun emploi nouveau et n'atténuera pas le chômage ¹³ » ; il ajoutait ensuite quelques lignes plus loin :

« L'industriel qui s'est décidé à de coûteuses transformations d'outillage ne leur demandera-t-il que de rétablir le rendement du travail à son ancien niveau ? Pourra-t-il même, techniquement, en limiter les conséquences et cette rationalisation n'aura-t-elle pas pour effet, non seulement de le dispenser d'embaucher du personnel supplémentaire, mais aussi de l'amener à licencier du personnel en exercice ? On créerait ainsi de nouveaux chômeurs. »

Ainsi donc, l'adoption de la semaine de 40 heures serait sans effet sur le chômage, ne diminuerait en rien son ampleur, risquerait même de l'aggraver.

Il nous paraît cependant que la thèse ouvrière renferme une part de vérité. Nous croyons possible une résorption partielle, mais partielle seulement, du chômage, par l'adoption d'horaires de travail réduits à 40 heures avec maintien des salaires antérieurs.

Que l'on nous permette de rappeler ici les dernières

13. *Revue politique et parlementaire* du 10 décembre 1932, « La semaine de 40 heures et le chômage », p. 461 *in fine* et 462.

lignes du précédent chapitre¹⁴. Nous y soulignons que les facteurs nécessaires pour permettre à une augmentation du rendement de se manifester : nouveaux outillages, perfectionnements divers, aménagements variés, ou même simplement utilisation plus rationnelle de l'effort humain, indépendamment de tout machinisme, ne pourraient, dans la très grande majorité des cas, être immédiatement réunis. Il y aurait donc, après l'adoption de la semaine de 40 heures — pendant quelques semaines, si l'on veut — une période de mise au point, de « rodage ». Pendant ce laps de temps, il est certain que, à peu de chose près, le rendement de l'ouvrier resterait stationnaire, ce qui aurait tendance, du fait de la diminution du temps d'occupation, à entraîner une diminution de la production. Pour éviter celle-ci, il faudrait engager de nouveaux ouvriers, ce qui amènerait une hausse des revients, sans doute, mais aussi une réduction du nombre des sans-travail.

Remarquons, il est vrai, que les employeurs pourraient se résigner à une diminution de la production laquelle provoquerait une hausse des prix de revient unitaires, sans profit social, mais au départ cela leur est interdit et ensuite une telle éventualité ne paraît guère avoir de chances de se réaliser¹⁵.

Nous ajouterons, par ailleurs, que cette majoration des revients — temporaire, en outre, car une augmentation

14. V. ci-dessus, p. 68.

15. V. chapitre III, s. II.

du rendement y pallierait ensuite — n'impliquerait pas forcément tous les désastres et notamment un écrasement par les concurrents — lesquels d'ailleurs ? Car il est bien entendu que l'application éventuelle de cette réduction à 40 heures de la durée hebdomadaire du travail devrait se faire sur un plan aussi général que possible — mais conduirait simplement à travailler avec des profits minimisés pendant quelque temps. N'est-ce pas ce que font, depuis des mois, *sans profit pour quiconque* de nombreuses entreprises ? La semaine de 40 heures n'y est cependant pour rien.

Ainsi, on peut penser, que le nombre des chômeurs serait réduit, grâce il est vrai à un sacrifice initial, mais non pas définitif, des employeurs.

De plus, les perfectionnements techniques que l'on ne manquerait pas de rechercher et de réaliser pour hâter l'augmentation de la productivité n'obligeraient-ils pas, afin de les obtenir, à engager un nombre peut-être important de travailleurs ?

Voici donc deux motifs de croire que l'adoption de la semaine de 40 heures pourrait entraîner une certaine résorption du chômage.

Enfin, peut-être n'est-il pas inutile d'indiquer ici qu'actuellement même, et cela très souvent, on recherche des moyens — et on en trouve — d'économiser la main-d'œuvre. Estime-t-on que le nombre des chômeurs est insuffisant ?

Ce qui nous fait penser que nous n'errons pas complètement, c'est que les patrons eux-mêmes, ont maintes fois fait part, souvent même avec véhémence, de leur crainte de ne pas trouver de personnel suffisant si l'on venait à réduire les horaires de travail. Cela peut, par les temps qui courent, sembler une gageure, c'est pourtant ce que s'acharnent à démontrer, avec un grand luxe de précisions des employeurs de grand renom comme MM. Olivetti¹⁶, Gérard¹⁷ et Daum¹⁸. Par ailleurs, M. Bernard Lavergne n'écrit-il pas que « la diminution de la journée de travail entraînerait une augmentation de personnel¹⁹ » ? Il est vrai que par ailleurs il écrit aussi, et souligne lui-même, que « dans tous les cas, le chômage est indépendant de la durée du travail²⁰ ». Pourquoi donc alors ne pas rétablir la journée de 12 heures puisque, en outre elle permettrait une baisse des revients ?

16. Conférence préparatoire tripartite, 4^e séance (Compte rendu sténographique, B. I. T.).

17. Conférence préparatoire tripartite de 1933, 6^e séance (Compte rendu sténographique, B. I. T., p. 142). Je cite les propres termes employés par M. Gérard :

« Pour prendre un exemple typique de l'industrie belge, je puis vous dire que nous avons à peu près 150.000 ouvriers mineurs. Il faudrait pour appliquer les 40 heures environ 7.000 abatteurs. Je vous affirme que l'on ne trouverait pas ces ouvriers-là en Belgique, car ils n'existent pas ».

18. Réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social, du 17 janvier 1933 (*Documents du travail*, 1933, p. 86-88). Je relève notamment, à la page 86 de ces documents du travail :

« Des chiffres que nous avons indiqués, il ressort que la réglementation prévue, entraînerait pour les mines une augmentation de personnel de 20 %, pour les usines une augmentation de 33 % dans les services à feu continu et de 20 % dans les autres, soit pour l'ensemble, de 25 % ».

Le chômage peut donc être réduit par l'adoption des 40 heures ! — M. Pinot, enfin, affirme (v. p. 90 de sa brochure, notamment), que l'augmentation du personnel se produira *entraînant la hausse des revients* (donc hausse des revients due à l'embauche et non à une diminution de production).

19. *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1933, p. 419.

20. *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1933, p. 426.

Quoiqu'il en soit, nous allons essayer dans les lignes qui vont suivre, de trouver *une explication*, une justification de la position que nous défendons : la semaine de 40 heures pourrait aider à la résorption du chômage.

Considérons, par exemple, une entreprise, d'ailleurs quelconque, fonctionnant à un certain rythme ²¹ assuré par une quantité donnée de commandes. L'industriel doit appliquer la semaine de 40 heures ; que va-t-il se passer ? Ce patron qui doit livrer certaines marchandises à une certaine date à ses clients va être obligé de puiser dans l'immense réserve que constituent les sans-travail, d'embaucher un certain nombre de ceux-ci. Pourrait-il opérer autrement ? Le plus souvent — nous verrons ultérieurement pourquoi cette demi-réserve — nous ne le pensons pas. En effet s'il a promis, et cela est là règle de nos jours — *de plus, en période de crise de nombreuses*

21. *Le rythme est-il assuré par les commandes antérieures ?*

a) L'affirmative s'impose d'abord pour des industries telles que celle des transports et de l'imprimerie (avec les industries annexes : brochures, reliures, etc...), des installations électriques, du bâtiment.

b) Un deuxième type d'industries opère ainsi : présentation au client éventuel d'un échantillon, d'un modèle ; si celui-ci ne plaît pas, la « production » proprement dite d'intervient pas ; s'il plaît, les commandes en sont la conséquence immédiate, *on travaille donc pour y satisfaire. Elle régent l'activité future*. On peut ranger dans ce groupe, la plupart des branches du textile, l'industrie de la chaussure, celles des constructions mécaniques, navales, du bois (en partie), etc. — Je ne conteste pas, d'ailleurs, que l'on anticipe parfois sur les commandes et cela est une des causes de la surproduction et des faillites. Mais précisément, la crise — surtout lorsqu'elle a la longueur et l'ampleur de celle que nous vivons — contrecarre de telles audaces ; or, il ne faut pas oublier que la réduction à 40 heures des horaires de travail est présentée comme un des moyens d'atténuer le marasme économique.

c) Enfin, dans toute industrie, quelle qu'elle soit, une part de l'activité, souvent une part importante, est régentée par les commandes spéciales lesquelles doivent être évidemment antérieures à la production. (Les commandes des Etats pour leurs armées, sont l'exemple le plus important et le plus typique de ce genre).

entreprises ne passent commande qu'au dernier moment — d'effectuer tel jour une livraison, c'est que, à quelques heures près il a estimé que, vu la cadence moyenne de ses ouvriers, ceux-ci peuvent assurer dans le temps envisagé la production demandée. La semaine de 40 heures — nous supposons une entreprise travaillant normalement plus de 40 heures et actuellement elles sont légion²² — viendrait bouleverser ces calculs et notre industriel du fait de l'horaire réduit qu'il aurait adopté se verrait obligé de faire appel à une main-d'œuvre d'appoint. Nous ajoutons d'ailleurs que pour que la réforme soit efficace il faudrait évidemment limiter sévèrement le nombre des heures supplémentaires autorisées... et faire appliquer ces restrictions sévèrement, car il est triste, mais exact, de dire que l'on recourt encore actuellement à celles-ci, parfois au mépris de la loi, toujours au mépris du plus élémentaire altruisme.

22. Dans *L'année sociale* de 1933 (4^e année, publication du B. I. T.), je relève p. 83 : (relativement à la *France*).

« L'enquête mensuelle sur les effectifs et la durée du travail dans les établissements occupant au moins 100 personnes, a donné, au début de septembre 1933, les résultats suivants :

Etablissements visés.....	8.678
Effectifs (nombre des travailleurs).....	2.387.053

Pourcentage des effectifs travaillant par semaine :

48 heures et plus.....	64,01
Plus de 40 heures et moins de 48 heures.....	15,65
40 heures.....	6,14
Plus de 32 heures et moins de 40 heures.....	11,45
32 heures.....	1,96
Moins de 32 heures.....	0,79

A la page 104 de ce même numéro de l'*Année sociale*, on peut lire également des précisions relatives aux seules industries extractives.

Je puis affirmer, en outre, que cette situation n'est pas spéciale à notre

Revenons maintenant à la semi-réserve que nous avons faite ci-dessus. L'industriel dont nous avons envisagé la situation ne pourrait-il se passer d'un appoint de main-d'œuvre en puisant dans ses stocks ²³ ? Pour certaines

pays. On trouve en effet, dans la *Revue internationale du travail*, numéro de mai 1934, à la page 782, le tableau suivant :

Nombre d'heures de travail effectuées en octobre 1933
(sous-entendu, par semaine).

Industries	Estonie	Hongrie	Pologne
	Tallin et Tartu	Budapest	Katowitz, Lodz, Poznan Varsovie
Constructions mécaniques	43,6	35-45	42,3
Bâtiments	48	40-56	42
Ameublement	42,1	47-51	41,7
Imprimerie et reliure.....	45,7	37-48	42,9
Alimentation (boulangerie)	48	51	39,6
<i>Transports :</i>			
Tramways et autobus	48	48	48,1
Camionnage	48	50-57	48
Chemins de fer	48	28-45	48
Distrib. d'électricité	48	49	48
Services communaux.....	48	50	48

Enfin, dans le numéro de juin 1934 de la *Revue internationale du travail*, à la page 830, un tableau nous montre qu'en *Allemagne*, en décembre 1933, pour les industries essentielles que sont la sidérurgie, les constructions mécaniques diverses, le bâtiment, l'industrie textile, l'industrie alimentaire, etc..., la durée d'occupation quotidienne des ouvriers est toujours supérieure à 7 heures — si elle n'atteint pas 8 heures — et la moyenne générale pour toute l'industrie s'élève à 7 h. 35.

23. Il est des industries où la constitution de stocks est absolument impossible pour des motifs divers. Comment y aurait-il « stocks » dans l'industrie des transports ? En conçoit-on également dans l'industrie de l'imprimerie (brochure, reliure, imprimerie proprement dite), du gaz d'éclairage, du bâtiment ? Par ailleurs, pourrait-on les conserver longtemps sans dommages dans les industries alimentaires et même dans beaucoup d'autres. Or peut-on nier l'importance de ces industries dans l'activité de tout pays ?

branches de l'industrie ceux-ci existent en effet, la situation a été souvent signalée pour les houillères, les mines de fer, l'industrie du pétrole. Pour d'autres branches, des stockages ont dû également être réalisés, mais à un stade intermédiaire, si nous osons ainsi nous exprimer ; on stocke des produits inachevés de manière à réserver des transformations ultérieures que le cours des mois, peut, sous des influences diverses, exiger. Enfin dans une troisième catégorie nous placerons les entreprises qui ne peuvent guère avoir de stocks car leur production se trouve soumise d'une façon immédiate et intense aux fluctuations de la mode ou à l'emprise du progrès. Dans la première catégorie l'effet d'une réduction des horaires de travail sur le chômage serait fortement contrecarré. Ceci est probable mais non certain toutefois car il faut tenir compte du « complexe » de la vie économique. Il peut parfaitement naître tels besoins ou s'en développer tels autres qui obligerait, le cas échéant, à fournir des quantités telles, d'une variété spéciale, que les stocks accumulés n'y pourraient suffire.

Dans les deux autres catégories, l'effet de freinage dû aux stocks serait beaucoup moins important. Enfin il faut bien dire aussi, que la bonne ou la mauvaise volonté de chacun jouerait un rôle évident dans la manière même dont on ferait jouer ce facteur « stocks ». Si une entreprise ne peut en effet se démunir complètement, la mesure dans laquelle elle peut le faire est aussi souvent dictée par le sentiment que par la raison.

Mais si la réintégration, au moins partielle, des chômeurs dans le processus économique, grâce à l'adoption de la semaine de 40 heures apparaît théoriquement concevable, sa réalisation pratique ne créerait-elle pas de graves difficultés ? M. Pinot croit pouvoir répondre affirmativement ²⁴ et cela l'entraîne à des conclusions pessimistes. Celles-ci nous semblent cependant un peu exagérées ²⁵ car, dans beaucoup de cas il suffirait de rappeler des ouvriers précédemment licenciés et qui se trouveraient sur place. M. Pinot n'a-t-il pas souligné lui-même, après tant d'autres ²⁶ la mentalité de l'ouvrier qui répugne très souvent à changer de région même pour trouver un sort meilleur ? D'ailleurs, et d'une façon générale, M. Roger Picard nous permet de croire que ces difficultés seraient aisément surmontées. N'a-t-il pas dit en effet, à la réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 20 mai 1932 :

« La réduction de la durée du travail pose certaines difficultés d'ordre technique ; celle par exemple du reclassement de la main-d'œuvre. Il faudra embaucher plus d'ouvriers, mettre à des fonctions qu'ils n'auront jamais connues des hommes pris à d'autres métiers, à

24. *La semaine de 40 heures, le chômage et les prix*, chapitre premier.

25. Et pour s'en convaincre, il n'est que de se reporter aux pages 44 et suivantes de *Durée du travail et chômage* où se trouvent recueillies les opinions autorisées de personnes de divers pays, et aux pages 22 et suivantes du supplément à ce rapport.

26. V. notamment, M. Olivetti, 4^e séance de la Conférence préparatoire tripartite de 1933 (Compte rendu sténographique du B. I. T.) et M. Daum, réunion du comité directeur de l'Association française pour le Progrès social, du 17 janvier 1933 (*Documents du travail*, 1933, p. 87).

des occupations non qualifiées. Mais est-ce une difficulté insurmontable et aussi nouvelle qu'on le dit ?

Pendant la guerre, nous avons pu voir ce qui se passait dans les usines d'armement et de munitions. On y envoyait beaucoup de gens qui n'y connaissaient rien mais qui s'y mettaient vite ²⁷. »

Voici donc comment, selon nous, on peut concevoir une résorption des sans-travail par l'application à l'Industrie de la semaine de 40 heures. Résorption partielle, nous l'avons dit, et nous tenons à le souligner à nouveau après les pages qui précèdent où nous avons envisagé certaines actions susceptibles de limiter l'effet de la réforme, sur le chômage.

Mais ce gain initial restera-t-il acquis par la suite ? Après un début favorable, n'assisterons-nous pas à une rechute qui serait douloureusement et aigrement ressentie ? Ceci dépend beaucoup des fluctuations du pouvoir d'achat des consommateurs, nous retrouverons l'étude de ce point dans le prochain chapitre.

Il nous paraît enfin intéressant de signaler que l'on a parfois mis en avant les résultats de « l'expérience Roosevelt » pour soutenir qu'une réduction de la durée du travail entraînerait la résorption du chômage. N'est-ce pas un peu spécieux ?

Il est exact que le Président des Etats-Unis a obtenu la réintégration dans le processus économique d'un nom-

27. *Documents du travail*, 1932, p. 178.

bre important de chômeurs²⁸. Seulement, en présentant ce résultat on oublie d'indiquer souvent deux choses cependant primordiales. D'abord que le Président Roosevelt n'a pas seulement réduit le temps d'occupation de la main-d'œuvre mais qu'en outre il a interdit le travail des enfants jusqu'à un âge assez avancé²⁹, or il est notoire que très souvent ceux-ci occupent des places d'ouvriers adultes³⁰. Ensuite que ce n'est pas uniquement à ces réductions d'occupation que le Président Roosevelt doit d'avoir obtenu une diminution du chômage. Celles-ci ont sans aucun doute joué à cet égard un rôle de premier plan mais il convient, la simple probité y oblige, de rappeler à ceux qui ont trop tendance à l'oublier que le président des Etats-Unis, pour arrêter la marche des événements qui déchiraient son pays et le menaient à la ruine, a imposé en même temps, toute une série d'autres mesures également importantes : abandon de l'étalon or, exécution de grands travaux, réorganisation du système bancaire, etc.³¹, qui doivent figurer en bonne place

28. V. *Revue internationale du travail*, numéro de janvier 1934, p. 119.

29. Dans la *Revue internationale du travail*, numéro de février 1934, on peut lire, à la page 247 : « Les dispositions sur le travail des enfants varient suivant les codes, mais les différences ne sont jamais bien considérables... L'accord présidentiel de réemploi, fixe à 16 ans l'âge minimum d'admission des enfants au travail »; on indique ensuite, que dans quelques cas, les enfants peuvent travailler à partir de 14 ans, puis un peu plus loin : « A très peu d'exceptions près, les codes fixent l'âge d'admission dans l'industrie à 16 ans, sans dérogation ».

Or, à la page 244, on avait souligné qu'en 1930, plus de 2 millions d'enfants occupaient un emploi rémunéré aux E. U.

30. Ceci est signalé à la page 248, *in fine*, du numéro de février 1934 de la *Revue internationale du travail*, et d'ailleurs les exemples en abondent.

31. On peut lire à ce sujet, l'intéressant article de M. H. Dubreuil, « Comment on occupe les jeunes chômeurs aux Etats-Unis », dans la *Revue internationale du travail*, numéro de février 1934, p. 217 et suiv.

lorsque l'on dresse le tableau des causes de la diminution du nombre des chômeurs aux Etats-Unis.

Or, et malgré la concomitance de ces mesures aussi diverses que courageuses, M. Roosevelt n'a réussi à réintégrer que 25 % environ des sans travail³²; *il faut ajouter cependant* que les mesures prises n'ont pas encore donné tous leurs fruits, et surtout qu'aux Etats-Unis la crise fut si intense avant l'entrée en fonctions du Président Roosevelt que les possibilités d'emplois nouveaux résultant des différences entre la durée *effective* du travail et celles adoptées dans les codes notamment, se trouvaient fort réduites, ce qui n'est le cas ni pour la France, ni pour de nombreux pays européens, nous l'avons vu précédemment³³.

Loin, très loin de nous, d'ailleurs, la pensée d'amoindrir en rien un effort que nous admirons sincèrement et auquel nous souhaitons le plus brillant succès; nous nous en tenons aux seuls faits.

Tout ceci ne peut cependant que nous porter à redire que si l'adoption de la semaine de 40 heures — surtout limitée à l'Industrie — paraît susceptible de permettre une résorption du chômage, celle-ci ne serait pas de ce chef totale.

32. Au début de 1934, les chômeurs auraient été encore 12 millions aux E. U. (v. notamment, J. Duboin, *Ce qu'on appelle la crise*, p. 163); or, à la page 119 de la *Revue internationale du travail*, numéro de janvier 1934, on évalue à un peu plus de 4 millions les chômeurs réintégrés.

33. V. p. 83 et 84, note 22.

Mais, après cette longue, mais croyons-nous utile, digression, abordons le point qui nous intéresse particulièrement : la diminution du nombre des chômeurs, produirait-elle sur les prix de revient, et par l'intermédiaire double des budgets et des frais généraux, un effet compensateur de l'augmentation des salaires ?

Les ouvriers, ont soutenu, on le sait, que la résorption des sans-travail supprimerait la charge constituée par les allocations diverses dont sont gratifiés les chômeurs. Ils ont ajouté que, libérés d'un tel fardeau, et qui va toujours s'accroissant, les budgets publics pourraient sacrifier quelques recettes. On pourrait ainsi réduire le taux ou le nombre des impôts, mesure dont l'industrie bénéficierait inmanquablement et qui en faisant décroître le montant des frais à incorporer dans ses prix de revient, permettrait de compenser, au moins en partie, la majoration provoquée par le maintien des salaires hebdomadaires.

Tâchons d'apprécier ce raisonnement, en toute objectivité. D'abord, il n'est que trop vrai que le chômage, entre autres effets néfastes coûte fort cher aux collectivités. C'est ainsi qu'aux chiffres cités par M. Jouhaux et que nous reproduisons ci-dessus³⁴ nous pourrions adjoindre, tout particulièrement, ceux fournis par M. Butler pour divers pays³⁵. Evidemment, en France, nous ne sommes pas encore réduits à des dépenses aussi

34. V. p. 74.

35. Rapport à la 18^e session de la C. I. T., Genève 1934, p. 26.

lourdes, ainsi que l'a souligné M. Gaston Leduc ³⁶, mais craignons de nous laisser aller à un optimisme exagéré. Nous ajouterons ensuite que les budgets publics ne sont pas seulement atteints par les dépenses que nécessite l'entretien des chômeurs. Il est bien certain, en effet, que le dénuement de ceux-ci les empêchant de faire face à certaines charges fiscales — impôts sur les traitements et salaires par exemple — il y a là une source non négligeable de pertes. Enfin il faut remarquer que le marasme économique, cause, mais aussi effet, du chômage, pousse à la fraude fiscale ou tout au moins à l'abstention fiscale.

Mais en regard de cela, il importe de souligner certains faits susceptibles de pousser à une plus juste appréciation des conséquences que l'on a voulu tirer, en ce qui concerne les budgets, d'une diminution du nombre des sans-travail.

Il en est un tout d'abord qui est primordial : c'est le déficit à peu près constant de nos budgets — déficit avoué ou caché ³⁷ et souvent considérable ; et il est à noter que ceux de nombreux pays étrangers n'ont rien à nous envier sur ce point. Cependant, si l'adoption de la semaine de 40 heures aidait à provoquer une reprise, on se trouverait de ce fait en présence de circonstances propres à permettre un équilibre réel et rapide. Ceci ne serait d'ailleurs qu'une « possibilité » car on a connu des budgets déficitaires même aux périodes de prospérité.

36. *Documents du travail*, 1933, p. 263-264.

37. « Nos budgets mentent », nous disait M. Joseph Barthélemy, dans son cours de « Principes du Droit Public », de doctorat, 1933-34.

En outre, qu'attendre, au moins en France, de la disparition des secours de chômage puisque leur montant, nous l'avons dit, atteint un chiffre très modeste ? Les dégrèvements commandés par celle-ci seraient bien minces, et par ailleurs seraient-ils réalisés à bon escient ? On peut légitimement en douter.

Il reste, pourtant, que pour les pays affligés d'un nombre important de chômeurs il pourrait, dans la diminution du nombre de ceux-ci, y avoir motifs à alléger les impositions. Mais, en réalité, ce n'est pas tellement par l'intermédiaire des budgets, ou si l'on veut des dégrèvements budgétaires que la résorption du chômage pourrait agir favorablement sur les prix de revient industriels. Cette action, à notre humble avis, ne peut guère être que directe, c'est-à-dire n'être, principalement, que la résultante d'une consommation accrue par la réintégration des sans-travail dans le processus économique. Ceci nous conduit à étudier l'effet que pourrait avoir l'adoption de la semaine de 40 heures sur le pouvoir d'achat des consommateurs et les conséquences qui en résulteraient pour les prix de revient.

CHAPITRE III

EFFET COMPENSATEUR RESULTANT D'UNE AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT DES MASSES OUVRIERES

Qui de nous n'a été douloureusement ému à la vue de la détresse aussi profonde qu'imméritée qui règne dans trop de familles? Quel être, nous ne dirons pas généreux, mais humain seulement, n'a rapproché par la pensée les théories interminables de miséreux qui journellement attendent leur pain de la charité publique des monceaux de denrées de toute espèce que l'on brûle sans profit pour quiconque ou que l'on laisse délibérément pourrir, ailleurs, de par le vaste monde? Comment s'étonner, en conséquence, d'entendre dire, toujours avec plus d'insistance : si l'on veut que survive la plus élémentaire morale, il faut que pléthore ne signifie plus misère, il faut adapter d'urgence la consommation à la production. Comment s'étonner que la réalisation d'un tel équilibre apparaisse à de nombreux auteurs, dont quelques-uns éminents, comme le seul moyen d'arracher l'Economie mondiale de l'ornière où elle se débat depuis de longs mois. Certes les besoins des hommes sont in-

nombrables, la consommation possible apparaît donc comme pratiquement illimitée, mais ce qui importe c'est ce que M. Jacques Duboin appelle les « besoins solvables ». Ce sont en effet les seuls qu'il soit utile de faire connaître et de multiplier car ils sont les seuls à pouvoir assurer la continuité de la marche des entreprises. Il faut donc augmenter, ce que, d'une expression à la mode, on appelle « le pouvoir d'achat des consommateurs ».

Mais alors une question se pose : par quels procédés peut-on promouvoir la consommation ? D'abord, affirmer certains, par l'application aux classes laborieuses d'horaires de travail réduits, sans diminution concomitante des salaires. Mais dira-t-on, en agissant ainsi on risque de ne favoriser qu'une catégorie de consommateurs, les ouvriers ? Cela sera-t-il suffisant, d'une part, et, d'autre part, ne restreindra-t-on pas de cette manière le pouvoir d'achat des autres classes sociales ? Y aura-t-il là, en somme, la source d'une amélioration susceptible de se répercuter sur les conditions des revients ?

Ce sont là, en effet des problèmes que pose la semaine de 40 heures, nous allons les envisager dans les pages qui vont suivre.

SECTION I. — DE LA NÉCESSITÉ D'AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT DES MASSES.

Ainsi que nous venons de le signaler, pour sortir du marasme où notre Economie laisse tous les jours un peu de son ressort et de sa vitalité, le moyen proposé de divers côtés est l'augmentation du pouvoir d'achat du con-

sommateur. Et si l'on interroge : quel est le consommateur qu'il convient de favoriser ? Les réponses alors arrivent en foule, quelques-unes émanant d'hommes de premier plan : il faut améliorer, accroître, le pouvoir d'achat des masses travailleuses, même, ajoute-t-on volontiers, si les possibilités d'autres classes sociales doivent décroître. Ainsi le Président Roosevelt dont chacun se plaît à reconnaître le magnifique courage et la lumineuse intelligence, écrivait dans son « Looking forward »¹ :

« Les perturbations de notre système économique... proviennent essentiellement d'une répartition défectueuse du pouvoir d'achat » et il ajoutait un peu plus loin :

« .. la rémunération d'une journée de travail devra être supérieure, en moyenne, à ce qu'elle a été jusqu'ici, et la rémunération du capital, et notamment du capital investi dans la spéculation, devra être amoindrie. »

De même, M. le professeur Ansiaux dans un remarquable article de la *Revue internationale du travail* soutenait qu'il convenait d'accroître « largement la part des masses laborieuses dans la distribution du produit total de l'activité économique ». « C'est — ajoutait-il — le meilleur moyen d'assurer une constance plus grande de cette dernière, d'adoucir les crises et d'abrégé les dépressions »².

1. Cité par M. Butler, « L'œuvre de redressement économique aux Etats-Unis », dans la *Revue internationale du travail*, numéro de janvier, 1934, p. 5.

2. « Le rôle de la sous-consommation dans les cycles économiques », *Revue internationale du travail*, numéro de juillet 1932, p. 25 *in fine*.

Enfin, nombreux sont les orateurs ouvriers qui, notamment à la Conférence préparatoire tripartite de janvier 1933 ont avancé la même opinion³.

Nous pourrions résumer en une brève formule le principe qui se trouve à la base de cette thèse : il faut augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs — même si celui d'autres classes sociales s'en trouve affecté, au moins momentanément — parce que ceux-là *consomment*, alors que celles-ci — constituées par les employeurs, les entrepreneurs (au sens économique du mot) divers — *investissent*. Mais, interrogerez-vous, tout le monde ne consomme-t-il pas ? Soit. Considérons cependant l'attitude d'un actionnaire de grandes sociétés, d'un patron exploitant lui-même, etc... consomment-ils le montant intégral de leurs revenus ? Certainement, répondrez-vous, seulement alors que l'ouvrier achètera presque exclusivement « des produits de consommation courante », le gros actionnaire, etc... tout en consacrant aux mêmes dépenses une somme importante feront figurer à leurs budgets des débits autres représentant des consommations d'articles moins communs : automobiles, etc..., puis enfin, consacreront une part au financement d'entreprises diverses. Vous ajouterez même, étant beau joueur, que cette dernière fraction est souvent la plus large, ce qui est en effet très juste, mais qu'elle est indiscutablement « consommée ». L'on vous rétorquera alors, en premier

3. V. notamment MM. Pliedt (5^e séance), Gometz (5^e séance), Hayday (6^e séance), Serrarens (7^e séance), Mertens (8^e séance), etc... (Compte rendu sténographique du B. I. T.). V. également, *Documents du travail*, 1933, n^o 191, p. 108-109 : M. Broutin.

lieu que ces sommes que vos personnages ont ainsi « placées » peuvent d'abord n'aider qu'au renflouement d'entreprises en difficulté, auquel cas elles ne font que fournir la contre-partie d'une consommation qui s'est déjà manifestée. L'on vous fera remarquer par ailleurs — et ici le raisonnement a une portée générale — que s'ils investissent pour permettre à une entreprise de naître ou à une autre de prospérer, c'est qu'ils comptent retirer de cette opération un bénéfice et normalement cela se produira en effet. Mais dès lors vous apercevez qu'il n'y a point là consommation au sens propre de ce mot. Ainsi prenons le cas d'une personne — ouvrier ou autre d'ailleurs — qui, sur son revenu prélève de quoi acheter une bicyclette, par exemple, elle pourra ainsi s'offrir des promenades, effectuer des randonnées qui lui étaient auparavant interdites, mais ses disponibilités futures seront diminuées sans appel possible, de la somme qu'elle a dû déboursier pour son acquisition. Supposons maintenant que la même personne ait acheté aux lieu et place de la bicyclette, un titre, une machine à fabriquer des bouteilles ou tout autre que l'on pourrait imaginer susceptible d'une action productive, sans doute, sur le moment, ses disponibilités vont se trouver réduites mais à l'avenir son revenu va se trouver augmenté des bénéfices retirés de son placement. C'est ce que l'on exprime, vulgairement par ces mots : la bicyclette ne « rapporte » rien, le titre, la machine « rapportent ». La production de la Société, envisagée dans son ensemble n'est pas augmentée dans le premier cas, elle l'est au contraire dans le se-

cond. C'est là toute la différence qui sépare « dépenses d'investissement » et « dépenses de consommation »⁴. Or, du fait de la faiblesse de ses revenus ou des charges de famille qui pèsent sur lui, l'ouvrier ne peut guère que satisfaire à celles-ci. Les entrepreneurs ou autres, au contraire, qui peuvent aisément effectuer les deux sortes de dépenses, et qui investissent le plus possible, précisément pour accroître sans cesse leurs revenus, ce qui est au fond très normal, suscitent un accroissement de la production. Comme cette dernière est, *actuellement*, trop forte pour la consommation *solvable* qui lui sert de contre-partie, on comprend donc aisément que l'on songe à favoriser la classe sociale dont l'effort cadre avec le but que l'on cherche à atteindre.

Il est de fait d'ailleurs que les diverses tentatives de réduction des salaires qui, le coût de la vie étant loin de suivre un mouvement corrélatif, aboutissaient en dernière analyse à réduire le pouvoir d'achat des masses, ont abouti à un échec certain.

Ainsi, depuis de longs mois on a cherché, et on a réussi,

4. M. Ansiaux, dans son article, déjà cité, de la *Revue internationale du travail*, numéro de juillet 1932, « Le rôle de la sous-consommation dans les cycles économiques », a parfaitement exprimé cela en un saisissant raccourci : (p. 10).

« La sous-consommation... est et reste le fait que le revenu global de la société capitaliste est inégalement réparti entre les classes qui la composent..., les classes riches... ont une part considérable, très supérieure à ce qu'exige la satisfaction de leurs besoins, même frivoles. Elles sont donc amenées à épargner et à capitaliser une grosse fraction de cette part. La capitalisation, c'est, sinon exclusivement, du moins en ordre principal, l'accroissement des moyens de production... »

Il ajoutait d'ailleurs, plus loin : (p. 25)

« En résumé, le martyrologe des capitaux est effrayant. Et sans méconnaître les fautes qu'on pu commettre ceux qui les possèdent ou qui les gèrent..., il est impossible de dissimuler que la cause principale de l'hécatombe est la pléthore de l'épargne, comparativement à la consommation »,

par des diminutions de rémunérations, sans cesse accentuées, à imposer à la classe ouvrière des sacrifices considérables, en prétextant que cela était nécessaire pour favoriser une reprise de l'activité économique. Or, en dépit de cela — et quoi qu'en disent certains qui, ne souffrant pas eux-mêmes inclinent volontiers vers l'optimisme — cette fameuse reprise se refuse à apparaître. Nous en avons une preuve dans la lettre ouverte que M. Marquet adressait à M. Doumergue à la fin de l'été dernier et où il exprimait sa crainte motivée de voir le chômage et la misère s'accroître au cours des mois d'hiver⁵. Si en effet, la hausse des revients doit entraîner celle des prix de vente, nous pouvons toujours affirmer qu'en attendant la baisse des salaires — qui a atteint et souvent dépassé 25 % — n'a pas été suivie d'une baisse *correspondante* du coût de la vie. Nous ne nous embarasserons point ici de statistiques compliquées, nous dirons simplement qu'il suffit de regarder autour de soi pour être convaincu. Nos agriculteurs, dit-on, ne peuvent vendre leur blé ; ils le cèderaient volontiers à un prix raisonnable et celui qu'ils livrent est effectivement acheté à de telles conditions ; or le prix du pain, ce pain dont on a fait le symbole de tout ce qui est nécessaire à la vie, n'a pas varié lui, à quelques rares excep-

5. Les événements ont donné raison — hélas ! — au ministre du Travail du cabinet Doumergue, puisque un orateur a pu déclarer (à une séance du Conseil Général), il y a quelques semaines (fin novembre) et sans être contredit, que pour le seul département de la Seine, le contingent des chômeurs s'était, en quelques mois, accru de 20.000 unités environ. — Récemment aussi, M. Paul Reynaud affirmait à la tribune de la Chambre que, de toutes choses, seul le chômage augmentait.

tions près, dans les villes et campagnes françaises⁶. Si nous considérons la viande, les légumes, les œufs, les beurres, les fruits, etc..., nous arrivons à des constatations analogues. Il est vrai que les tissus, les chaussures, d'autres produits peut-être ont eux, baissé de prix — encore parfois la qualité a-t-elle suivi un mouvement synchrone — mais ces diminutions souvent nettes, nous le reconnaissons, ne sont pas sensiblement ressenties car la satisfaction des besoins essentiels, exigeant une dépense proportionnellement plus forte que dans le passé — même coût, mais le salarié gagne moins — on ne peut répondre à l'effort de certains producteurs. Celui-ci reste donc stérile et la carence des consommateurs se perpétue. Que quelqu'un trouve profit à l'irrégularité de ce mouvement dégressif, c'est probable, mais il ne faudrait pas croire que les intermédiaires en soient seuls responsables. Une part importante de cette irrégularité résulte de l'état d'esprit de certains, trop nombreux, qui, face à des ventes dont le volume diminue, abaissent leurs revients, notamment par une réduction des salaires, non pour pouvoir diminuer *en proportion*, leurs prix de vente, mais pour maintenir, autant que faire se peut, leurs profits à un certain niveau.

Quoi qu'il en soit, il reste que les réductions de rémunérations supportées par les travailleurs ont réduit nette-

6. La loi, votée il y a quelques jours, par la Chambre des députés, sur la proposition du ministre de l'Agriculture, M. Cassez, n'amènera — selon les plus formelles déclarations de M. P.-E. Flandin, président du conseil — qu'une baisse de 10 à 12 % du prix du pain. Or, une telle baisse, même si les circonstances futures lui permettent de se manifester intégralement, ce qui, en somme, n'est pas évident, est fort loin de correspondre à celle des salaires.

ment leur pouvoir d'achat, que par contre-coup leur consommation a encore régressé. Il faut croire, par ailleurs que celle-ci a quelque importance, puisque malgré les augures, et tous les appels à la confiance que l'on fait la main sur le cœur et le porte-monnaie soigneusement et hermétiquement fermé, on aboutit à une aggravation de la détresse économique, détresse dont souffrent toutes les classes sociales.

C'est à un échec, également, et après ce qui précède cela ne saurait étonner, qu'aboutit, en 1931, l'initiative du gouvernement Brüning⁷ et cela jette un faisceau de lumière sur les inconvénients qu'il y a à faire supporter aux ouvriers, par des réductions de salaires exagérées une grande part d'aléas économiques dont ils ne sont nullement responsables attendu qu'il ne participent pas à la conduite de l'Economie.

Il n'y a donc rien que de très naturel que l'on ait songé à accroître le pouvoir d'achat des masses⁸, c'est en particulier ce vers quoi s'oriente de plus en plus la politique économique du président Roosevelt. De même, c'est, en partie, pour atteindre un but semblable que

7. V. *Revue internationale du travail*, numéro de juin 1934, « La réduction de la durée du travail en Allemagne », p. 813 et suiv.

V. également à ce sujet, le Rapport de M. Butler à la 18^e session de la C. I. T. p. 44 et suiv.

8. Dans son Rapport à la 18^e session de la C. I. T., M. Butler notait ceci (p. 40) :

« La confiance que l'on avait dans la réduction des salaires comme remède souverain contre le chômage a été de toute évidence profondément ébranlée par l'expérience résultant de la crise actuelle. Bien qu'on ne puisse jamais dissocier le facteur que constituent les salaires des autres éléments qui influent sur le courant des échanges commerciaux, il est possible, à en juger d'après certains indices, que l'amputation des salaires, loin de stimuler la création d'emplois, ait eu l'effet contraire »; donc, ajouterai-je, ait accentué le marasme économique par une nouvelle diminution de la consommation,

l'adoption de la semaine de 40 heures a été proposée. Est-elle susceptible de répondre aux espérances que certains fondent sur elle ? Ceci est autre chose, nous allons essayer de le discerner dans une deuxième section.

SECTION II. — L'ADOPTION DE LA SEMAINE DE 40 HEURES
PAR L'INDUSTRIE PERMETTRAIT-ELLE D'AUGMENTER LE POU-
VOIR D'ACHAT DES MASSES ? SES CONSÉQUENCES ÉVEN-
TUELLES, DE CE CHEF, SUR LES PRIX DE REVIENT.

Une réponse négative à cette question a été apportée par M. Bernard Lavergne⁹ dans un article, déjà cité, de la *Revue des Deux Mondes*. M. Bernard Lavergne estime en effet, que la hausse des prix de revient qu'entraînerait l'adoption de la semaine de 40 heures se traduirait immédiatement par une majoration corrélative des prix de vente, Par suite le pouvoir d'achat « réel » des masses ne serait en rien augmenté. Remarquons, au passage, que l'auteur, bien qu'il s'en défende par ailleurs énergiquement, semble bien admettre ici que la semaine de 40 heures pourrait, par son adoption, pallier au chômage. En effet, on aurait beau allouer pour 40 heures les mêmes salaires que pour 48, s'il n'y avait pas davantage de travailleurs occupés, dire que le pouvoir d'achat des masses ne serait pas augmenté serait un pur truisme, les prix de vente ne s'orientant pas à la baisse.

Mais revenons à l'idée présentée par M. Bernard Lavergne : pour celui-ci, du fait de l'adoption de la ré-

⁹ Numéro du 15 mars 1933, p. 425 et 426.

forme « le prix général de la vie aurait chance d'être accru de 10 à 15 pour cent ¹⁰. »

Nous avons déjà indiqué au début de cette deuxième partie que les mouvements des prix de revient et des prix de vente manquaient de synchronisme. Nous y revenons cependant.

Dans la section précédente, nous nous sommes efforcés de montrer comment l'on pouvait concevoir l'effet sur le chômage d'une réduction à 40 heures des horaires de travail. Nous avons essayé de prouver qu'au départ, au moment de l'adoption de la semaine de 40 heures, un certain nombre de sans-travail pourraient être réintégrés dans le processus économique. Ceci étant, l'industriel, le fabricant qui a « fait » au commerçant, ou à un collègue, son prix de vente, subirait ici, du fait des rémunérations supérieures qu'il devrait allouer à son personnel ouvrier de manière à satisfaire à ses commandes, une diminution certaine de profits. Mais précisément, cette dernière constatation, implique évidemment que son prix de vente — parce qu'il a été antérieurement établi sur d'autres bases — n'a pas suivi la progression de son prix de revient ¹¹. Dans la majorité des cas — car il faut faire la part des réactions indépendantes — l'intermédiaire n'aurait pas de motifs, par conséquent, de

10. Article précité, *Revue des Deux Mondes* (15 mars 1933), p. 425 *in fine*.

11. *Le prix de vente suit-il le prix de revient?*

Un nouveau motif de ne pas croire à ce synchronisme — même s'il n'y a pas eu commande antérieure — réside dans la nécessité pour tout producteur, surtout à une époque où la science élargit le champ des possibilités, de ne pas se laisser tenter par le désir de conserver le taux de son profit (menace de voir, par exemple, son produit supplanté par des produits de remplacement, etc...).

vendre lui-même plus cher que précédemment. Comme, en outre, la masse des salaires distribués aurait augmentée, le pouvoir d'achat réel des travailleurs, envisagés dans leur ensemble, s'accroîtrait et leur consommation suivrait le même mouvement.

De plus, et ceci, nous semble important, nous avons vu, dans notre première partie¹² que la hausse des salaires, résultant d'une adoption éventuelle de la semaine de 40 heures, serait de 20 %. Or, nous savons également, que la majoration des prix de revient, même d'après les évaluations patronales — évaluations dont nous nous sommes efforcé de montrer qu'elles étaient surestimées — ne dépasserait guère 15 %. Cela résulte de cette remarque d'ailleurs, que « les salaires ne sont pas tout le prix de revient » et que certains des autres éléments de celui-ci ne seraient pas affectés par la réforme¹³. *Donc, normalement, les prix de vente, MÊME S'ILS SUIVAIENT LE MOUVEMENT DES REVIENTS ne s'accroîtraient pas d'un montant égal à la progression des salaires. N'y aurait-il pas dans cette différence matière à un accroissement de la consommation des classes laborieuses bénéficiaires de la réforme ?*

Mais, comment, à ce moment, se comporterait la consommation des autres classes sociales ? Sauf la part afférente aux entrepreneurs industriels — au sens économique du mot, ceux qui supportent les risques de la pro-

12. Chap. III, section 3.

13. V. chap. IV et chap. III, section 3 (cascade des prix. examen critique) de la première partie.

duction — cette consommation n'aurait aucune raison de décroître, la constance de leur revenu nominal leur assurant, en présence de prix de vente stationnaires, un pouvoir d'achat réel constant. Quant à la consommation que nous avons réservée ci-dessus, il n'est pas certain qu'elle diminuerait. Il est en effet de psychologie élémentaire que l'homme ne se résout pas aisément à l'abandon de son niveau de vie antérieur or, comme pour la catégorie de consommateurs envisagée le revenu consommé est très inférieur au revenu consommable, celui-ci pourrait diminuer sans que diminue celui-là. d'autant plus que, nous le savons, les diminutions de profit ne se perpétueraient pas.

On constaterait donc, vraisemblablement, un accroissement des possibilités de consommation.

Voici, en bref, le schéma du mouvement économique qui pourrait se produire après l'adoption de la semaine de 40 heures dans l'Industrie. Au départ, pour maintenir le rythme assuré par des commandes antérieures, on embaucherait ; il résulterait de cette première opération une hausse des prix de revient unitaires et une diminution des profits, mais aussi une augmentation du pouvoir d'achat réel de la société¹⁴. Celle-ci, jouant à son tour, permettrait à la consommation de s'accroître, l'amélioration progressive du rendement assurerait ensuite l'accroissement de ce mouvement et permettrait d'y faire face. Cette augmentation de la productivité provoquerait, en

14. Il serait, en somme, *momentanément* enlevé à la production, pour accroître la consommation.

outre, la baisse des prix de revient unitaires et, tout en arrêtant la tendance à la hausse des prix de vente ferait réapparaître le profit. De plus cette diminution des revients augmenterait encore le pouvoir d'achat réel de tous et un nouvel élan serait donné à la production, de nouvelles possibilités de profit apparaîtraient.

Nous ne contesterons pas d'ailleurs que des décalages ou des réactions puissent intervenir qui contrecarreraient ce mouvement ; nous avons fait trop souvent appel au complexe de l'Economie pour le nier ici. Mais nous croyons, cependant qu'il pourrait se produire dans ses grandes lignes et apporter quelques bienfaits.

Nous partageons, en somme, l'opinion formulée par M. Roger Picard, à la réunion du Comité directeur de l'Association française pour le Progrès social du 7 mars 1933 :

« ... cette augmentation des prix de revient se compensera par une augmentation du pouvoir d'achat.

Cela fera comme dans vos chemins de fer : quand vous tamponnez en queue tous les wagons s'en ressentent. Je pense, en effet, qu'on peut dire qu'il y a quelque chose comme un cercle vicieux quand vous dites : Quand le prix de revient augmente, la demande diminue, etc... ¹⁵. »

Cependant avant d'en terminer avec l'étude de cette question du pouvoir d'achat, nous voudrions envisager deux points particuliers, qui s'y rattachent et qui nous semblent dignes d'intérêt.

15. *Documents du travail*, 1933 (n° 192), p. 155.

On pourrait, en premier lieu, objecter au raisonnement qui précède ceci : les employeurs-entrepreneurs étant sacrifiés au départ et la crise les ayant déjà éprouvés, où trouveraient-ils les capitaux qui seraient le plus souvent nécessaires pour provoquer une augmentation du rendement ?

M. Ansiaux nous fournit les éléments d'une réponse.

« Il importe d'écarter un sophisme — dit-il — c'est, a-t-on dit, l'insuffisance du capital qui déclenche le chômage des ouvriers. Il serait déjà moins inexact de soutenir que c'est l'*abstention* du capital qui détermine cette conséquence » et l'éminent professeur ajoute un peu plus loin : « le capital... se dérobe »¹⁶.

Donc, si des capitaux ont sombré, d'autres se sont seulement cachés. Ne croit-on pas, en conséquence, qu'une diminution du chômage — que provoquerait, nous l'avons vu, l'adoption des 40 heures — ramènerait mieux la confiance que les meilleurs discours et serait davantage susceptible de calmer les appréhensions des détenteurs de capitaux et de les inciter, par suite, à les engager de nouveau dans le processus économique ? Seuls viendraient donc en compte des intérêts et des amortissements. Or ceux-ci, d'une part ne joueraient qu'à longue échéance — relativement — et pendant ce temps des réactions compensatrices pourraient intervenir, nous le

16. « Le rôle de la sous-consommation dans les cycles économiques », *Revue internationale du travail*, numéro de juillet, 1932 p. 15.

M. Justin Godart disait même, à la 4^e séance de la 17^e session de la C. I. T.: « ...les capitaux demandent à être investis... » (Compte rendu provisoire, p. 33, 2^e col., *in fine*).

savons ; en outre, et d'autre part, une amélioration de la situation économique permettrait d'y faire face.

La deuxième objection possible, a été signalée par M. Leduc dans son rapport précité¹⁷ : l'ouvrier n'étant pas un client de l'Industrie, l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses ne profiterait pas à celle-ci. Examinons ce point d'un peu près. Les travailleurs ne s'habillent-ils pas ? l'industrie textile, celle du vêtement et les industries annexes ne bénéficieraient-elles donc pas d'un accroissement du pouvoir d'achat des masses ? L'affirmative nous paraît d'autant plus s'imposer que lorsque les temps sont durs, comme actuellement, on cherche à « faire durer » au maximum toutes choses. De même les ouvriers qui acceptent comme un pis aller des logements minuscules ou en partageant d'autres avec des parents ou des amis, ne chercheraient-ils pas à obtenir des intérieurs plus nombreux et plus confortables, si leur pouvoir d'achat s'accroissait ? N'y aurait-il pas là un élan donné à l'industrie du bâtiment et à celles qu'elle commande ?

De même encore, la semaine de 40 heures, n'apporterait-elle pas à certains des loisirs nouveaux qui, leurs ressources s'étant maintenues, leur permettraient de favoriser l'industrie des transports, du cinéma, etc...

Enfin, clients au premier chef de l'agriculture, les ouvriers n'aideraient-ils pas celle-ci à se relever un peu ?

17. *Documents du travail*, 1933, n° 195-196, p. 270 et suiv.

Mis en confiance, les agriculteurs ne s'adresseraient-ils pas plus volontiers à l'industrie ?

Evidemment certaines de ces réactions s'échelonnent sur un certain intervalle de temps, mais nous répétons qu'il ne convient pas, à notre avis, de considérer l'adoption de la semaine de 40 heures comme un remède souverain. Une politique économique vigoureuse et réaliste s'impose ¹⁸.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Après avoir essayé de montrer, dans une Première Partie, que l'adoption par l'Industrie de la semaine de 40 heures, n'entraînerait pas une hausse de ses prix de revient aussi accentuée, le plus souvent, que certains l'ont soutenu, nous nous sommes attachés, au cours d'une Deuxième Partie, à étudier les réactions compensatrices qui pourraient naître de l'application de la réforme envisagée.

Ainsi, nous avons soutenu que l'amélioration, l'augmentation du rendement, consécutive à des perfectionnements techniques qu'il ne semble pas téméraire d'espérer, orienterait fort vraisemblablement les prix de revient à la baisse. On pourrait cependant nous rétorquer qu'une telle éventualité pourrait fort bien se produire sans qu'intervienne, au préalable, une modification du régime du travail. C'est en effet probable, mais outre que dans ce dernier cas le déséquilibre entre la production et la consommation risquerait de se poursuivre, au moins

18. Dans *Regards en avant* (éditions Denoël et Steele) de M. F. Roosevelt, on peut lire à la page 137, un passage intéressant sur ce point.

pendant un certain temps, il ne nous paraît guère contestable que la diminution des profits consécutive à l'adoption de la semaine de 40 heures, quoique temporaire et peut-être même à cause de cela, puisse jouer vis-à-vis de la Rationalisation un rôle de stimulant.

Par ailleurs, il nous a paru possible d'avancer que la réduction du temps d'occupation des travailleurs avec maintien des salaires antérieurs était de nature à assurer la réintégration d'un certain nombre de chômeurs dans le processus économique. Nous rappelons pourtant que nous ne croyons qu'à une résorption limitée. Nous n'avons en effet envisagé que le cas de l'Industrie et de plus, il convient de tenir compte du « freinage » qui, sous des influences variées, pourrait se manifester dans certaines branches de celle-ci. Quant aux conséquences de la diminution du chômage sur les revients par l'intermédiaire des budgets, nous avons fait à ce sujet de fortes réserves. Nous n'y reviendrons pas ici. Pour nous, l'effet bienfaisant — en dehors de celui moral et psychologique considérable, — qui résulterait d'une réintégration, même partielle, des sans-travail, se traduirait par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses. Augmentation qui, nous l'avons vu, aurait de très fortes chances de se manifester, d'abord parce qu'il n'est pas vain d'affirmer que les prix de vente ne suivraient pas les prix de revient et ensuite, parce que, même si un pareil synchronisme se réalisait en fait intégralement, la hausse des salaires étant supérieure à celle des revients,

l'existence de cette dernière différence suffirait à nous donner raison.

On peut donc affirmer, croyons-nous, que les réactions étudiées précédemment — deuxième partie de cette étude — pourraient jouer, effectivement, à l'égard des prix de revient industriels, un rôle compensateur fort intéressant et que l'adoption par l'Industrie de la semaine de 40 heures ne la conduirait nullement à la ruine, mais lui imposerait seulement un sacrifice qui, à l'encontre de ceux qu'elle a dû consentir depuis de longs mois, aurait au moins le mérite de servir à quelque chose.

L'extension de cette mesure aux autres branches de l'Economie ne saurait d'ailleurs tarder ensuite à notre avis, pour des motifs variés — succès d'une expérience, progrès, etc... — mais encore faudrait-il que chacun y mette de la bonne foi et ne se déchaîne pas, éventuellement, contre une réforme qui ne saurait de toute manière se traduire par d'ahurissants miracles.

Conclusion Générale

Notre Economie Moderne, du fait de sa complexité, présente aux cataclysmes une plus grande surface que celle d'antan; elle nécessiterait donc, de toute évidence une plus grande sollicitude de ceux qui ont mission d'en assurer la marche. Or cette Puissance, fruit du labeur acharné de l'homme, est secouée depuis des mois de spasmes terribles. Que fait-on pour conjurer le mal ? Si l'on met à part « l'expérience » courageuse et hardie du président Roosevelt, rien... ou si peu !

En Angleterre, on fournit des subsides aux chômeurs mais on ne cherche pas sérieusement par une réorganisation rationnelle et complète, à leur procurer le réconfort qui naîtrait du sentiment de n'être plus inutiles.

L'Allemagne, elle, compte toujours des millions de sans-travail sans préjudice de ceux, virtuels, qui constituent les milices brunes. Et l'on pourrait ainsi poursuivre longuement !..

La France, jusqu'ici, a été moins atteinte, les souffrances y sont pourtant réelles. Qu'a-t-on fait pour y pallier ? Qu'a-t-on même proposé ?

Est-ce à dire que l'adoption de la semaine de 40 heures soit, elle, un remède souverain ? Nullement. D'ailleurs, nous n'avons envisagé dans cette étude que l'application de cette mesure à l'Industrie. Or, peut-être conviendrait-il, pour des raisons diverses et que je n'ai pas à examiner ici, d'étendre son effet. Mais cela ne signifie en aucune façon que l'Industrie ne puisse donner l'exemple. N'est-ce pas à elle que l'on a songé avant tout dans les discussions de Genève ? N'est-ce pas à elle qu'a pensé le comité directeur de l'Association française pour le progrès social au moment de l'enquête qu'il ouvrit afin de se former une opinion éclairée sur ce problème de la réduction des horaires de travail ? Si, ainsi que le souhaite, très raisonnablement à notre avis, M. Leduc, l'application de la semaine de 40 heures doit être progressive, pourquoi l'industrie ne serait-elle pas le premier maillon de la chaîne ? N'a-t-elle pas toujours joué dans l'histoire économique un rôle de pionnier social ? L'adoption par elle des 40 heures pourrait lui créer quelques difficultés initiales, mais par la suite, nous l'avons vu, celles-ci se résorberaient et ce serait son honneur d'avoir su, une fois encore, montrer la voie. Il est probable que les autres branches de l'économie l'imiteraient ensuite assez promptement ¹.

1. On peut lire dans *Durée du travail et chômage*, p. 24 :

« Le mouvement d'opinion en faveur de la réduction de la semaine de travail n'est pas limité aux milieux ouvriers, ni aux rangs des économistes et des philosophes sociaux. Il importe de noter qu'il atteint actuellement les industriels dirigeants de presque tous les pays », et l'on cite entre autres, les opinions en ce sens, d'hommes de premier plan comme MM. Bosch, Lewis Brown et Agnelli.

De toute façon, que l'on songe que la misère est mauvaise conseillère et que, ainsi que l'écrivait M. Lescure :

« Les réductions du temps de travail devront entrer en vigueur pendant la période de dépression ². »

Oublierait-on en outre que le « progrès est dans l'économie de l'effort » ?

2. Crises générales et périodiques de surproduction. 4^e éd., 1932, p. 550. in fine.

Vu : *Le Doyen*,
Edgard AL.LIX.

Le Président de la thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

- Reboud** (P.). — *Précis d'Economie politique* (édition Dalloz, 1932, 2 tomes).
- Capitant** et **Cuche**. — *Précis de législation industrielle* (Dalloz, 1930).
- Oualid** (W.). — *Cours de doctorat*, année 1932-1933.
- Lescure** (J.). — *Des Crises générales et périodiques de surproduction* (4^e édition, 2 vol. 1932).
- Pic** (P.). — *Traité de Législation industrielle*, (6^e éd., Paris, 1931-1933 et suppléments 1925, 28, 33).

Ouvrages spéciaux.

(livres, art. de revues, etc.)

- B. I. T. — Comptes rendus des travaux de la C. I. T. : 16^e session, Genève, 1932.
- Comptes rendus provisoires : 17^e session, Genève, 1933; 18^e session, Genève, 1934.
- Durée du travail et chômage (rapport à la Conférence préparatoire tripartite de janvier 1933).
- Supplément au précédent rapport.
- Compte rendu sténographique des débats de la Conférence préparatoire tripartite.
- *L'Année sociale* (1933, 4^e année).
- Rapport (gris-bleu) de la Conférence préparatoire tripartite.

- Rapport de M. Butler, directeur du B. I. T. à la 18^e session de la C. I. T., Genève, 1934.
- Informations sociales (publication hebdomadaire), années 1931, 1932, 1933, 1934.
- *Revue internationale du travail* (mensuelle), notamment les numéros suivants :

Juillet 1932 : Le rôle de la sous-consommation dans les cycles économiques » par M. le professeur Ansiaux.

Décembre 1932 : « La réduction internationale de la durée du travail » par M. le Dr Sitzler.

Mars 1933 : 1^o « La conférence préparatoire pour la semaine de 40 heures » par M. F. Maurette.

2^o « Les progrès techniques et le chômage » par M. M. Bouniatian.

Décembre 1933 : « Le Plan de Redressement aux Etats-Unis. »

Janvier 1934 : « Le redressement économique aux Etats-Unis », par M. Butler.

Février 1934 : pp. 247 et suiv.

Mai 1934 : p. 782.

Juin 1934 : 1^o « La réduction de la semaine de travail en Allemagne ».

2^o « La crise économique et la santé publique », par le Dr Paula Lopes,

Septembre 1934 : tableaux des pages 423 et suivantes.

- Enquête sur la production, tome IV, 2^e vol.
- *Documents du travail* : 1^o année 1932; n^{os} 183-184-185; 2^o année 1933 : n^{os} 189-190, 191, 192, 193-194, 195-196, 199-200.
- *Recueil de droit commercial et de droit social : chroniques* : 1932 (pp. 21 et 133) et 1933 (p. 21).

Allix (le Doyen). — « La semaine de 40 heures et le chômage », *Revue politique et parlementaire*, n^o du 10 déc. 1932, pp. 452 et suivantes.

Lavergne (le prof. B.). — « La semaine de 40 heures », *Revue des Deux Mondes*, n^o du 15 mars 1933, pp. 415 et suivantes.

Picard (le prof. Roger). — *Le salaire et ses compléments* (1928), pp. 220 et suivantes.

Simiand (le prof. F.). — *Le salaire. L'évolution sociale et la monnaie* (Félix Alcan, 1932, 3 vol.), 1^{er} volume.

Dubus-Delos. — *Le prix de revient industriel. Ses conditions actuelles, etc...*, thèse Lille, 1928.

Collet. — *La semaine de 40 heures*, thèse, Paris, 1934.

Pinot (Maurice). — *La semaine de 40 heures; le chômage et les prix* (Paris, Soc. d'études et d'informations économiques, 1933).

Duboin (Jacques). — *La Grande Relève des hommes par la machine* (éditions nouvelles, Paris, 1933).

— *La Grande Révolution qui vient* (Paris, 1934).

— *Ce qu'on appelle la crise* (Paris, 1934).

La semaine de 40 heures (Editions de la C. G. T., Paris, 1933).

Roosevelt (F.). — *Regards en avant* (éd. Denoël et Steele).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	I
------------------------	---

PREMIERE PARTIE. — REPERCUSSIONS SUR LES PRIX DE REVIENT D'UNE REDUCTION DU TEMPS D'OCCUPATION DES TRAVAILLEURS.

Chapitre premier. — « Short time » et 40 heures	10
Chapitre II. — Comment répartir les 40 heures	15
Chapitre III. — Répercussions des 40 heures sur les prix de revient par l'intermédiaire des salaires	21
<i>Section I.</i> — Quels pourcentages doit-on attribuer aux salaires dans les prix de revient industriels? Consé- quences	22
<i>Section II.</i> — Examen critique des positions qui viennent d'être exposées	36
Chapitre IV. — Répercussions, éventuelles, des 40 heures sur les prix de revient, par l'intermédiaire des frais géné- raux	48
Conclusion de la première partie	52

DEUXIEME PARTIE. — A LA HAUSSE DES PRIX DE REVIENT, LA SEMAINE DE 40 HEURES POUR- RAIT-ELLE APPORTER QUELQUES COMPENSA- TIONS?

Chapitre premier. — Effet compensateur résultant d'une augmentation de la productivité ouvrière	57
<i>Section I.</i> — Position des travailleurs	58

<i>Section II.</i> — Position des employeurs	61
<i>Section III.</i> — Où est la vérité?	64
Chapitre II. — Effet compensateur résultant d'une diminution des charges sociales incombant à l'industrie	69
<i>Section I.</i> — Position des travailleurs	71
<i>Section II.</i> — Efficacité de cette compensation	75
Chapitre III. — Effet compensateur résultant d'une augmentation du pouvoir d'achat des masses ouvrières	93
<i>Section I.</i> — De la nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat des masses	94
<i>Section II.</i> — L'adoption de la semaine de 40 heures par l'industrie permettrait-elle d'augmenter le pouvoir d'achat des masses? Ses conséquences éventuelles de ce chef, sur les prix de revient	102
<i>Conclusion de la deuxième partie</i>	110
Conclusion générale	113
Bibliographie	117

BORDEAUX. — Imp. J. BIÈRE, 18, rue du Peugue. — 1935.
